

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI 16
JUIN 1976

Une déclaration d'Enrico Berlinguer
Secrétaire Général du Parti Communiste Italien

PLUTÔT L'OTAN QUE MOSCOU !

En prenant, dans son interview au Corriere della Sera, plus que jamais ses distances envers l'Union soviétique, Enrico Berlinguer a voulu réaliser une double opération électorale. En offrant des gages à ceux qui craignent une expansion du glacié soviétique, comme à ceux qui, traumatisés par l'intervention de Prague, redoutent un blocage de la lutte pour le socialisme.

Mais Berlinguer est allé au delà, en déclarant que le maintien de l'Italie dans l'alliance atlantique lui donnerait de meilleures garanties d'indépendance qu'un renversement de ses alliances internationales. Il ne s'agit pourtant pas là d'une innovation absolue. Dans les colonnes du *Daily American* le 9 mai dernier, un autre dirigeant du PCI, Napolitano, affirmait: «Pour nous, l'appartenance de l'Italie à l'OTAN est un point fixe, dans la mesure où elle fait partie d'un équilibre politique et militaire en Europe qui ne saurait être rompu unilatéralement sans mettre en danger la détente...Même si l'actuelle division en deux blocs dirigés par Moscou et Washington s'atténue, la collaboration entre l'Europe et les Etats-Unis resterait une exigence essentielle». Au demeurant, en deux ans de participation gouvernementale, jamais le PC d'Alvaro Cunhal, étroitement lié à Moscou, n'a remis en cause l'appartenance du Portugal à l'OTAN.

Si les avances de Berlinguer veulent rassurer l'électorat, elles s'adressent également à la diplomatie américaine. La crise du système de domination impérialiste ne permet de laisser les choses en l'état, elles n'en deviendraient que plus explosives. Mais sans véritable lutte révolutionnaire de masse, les réformistes ont le plus grand mal à sortir de l'ère de Yalta, que les diplomates américaine et soviétique s'efforcent de prolonger.

Brejnev et Souslov ont voulu le faire comprendre aux partis communistes européens en engageant la polémique sur l'internationalisme prolétarien. Kissinger l'a dit en clair à ses ambassadeurs en Europe, réunis en décembre dernier: ils doivent maintenir la ligne de détente avec l'URSS et d'exclusion des PC des gouvernements, quelles que soient leurs manifestations d'indépendance et leurs promesses de modération, car le danger n'est pas dans leurs propres projets mais dans la dynamique qu'ils nourrissent.

Un autre son de cloche est pourtant apparu dans la campagne présidentielle américaine autour de la candidature de Jimmy Carter. L'université de Columbia a publié le 9 Mai un rapport rédigé sous la direction de son conseiller Zbigniew Brzezinski, qui critique «L'attitude foncièrement négative» de l'ad-

ministration américaine face aux progrès des forces de gauche en Europe. Et Carter lui-même confiait à *Newsweek* le 3 mai: «Je considère que nous devons appuyer fortement les forces politiques non communistes en Italie, mais nous ne devons pas pour autant fermer la porte aux dirigeants communistes italiens.» Carter miserait ainsi sur

une social démocratisation accélérée des PC.

Dans leur lutte pour le socialisme comme seule issue véritable à la crise, les travailleurs d'Europe sauront éviter le choix misérable que leur offre Berlinguer entre la tolérance bureaucratique et la tolérance impérialiste.

D.B.

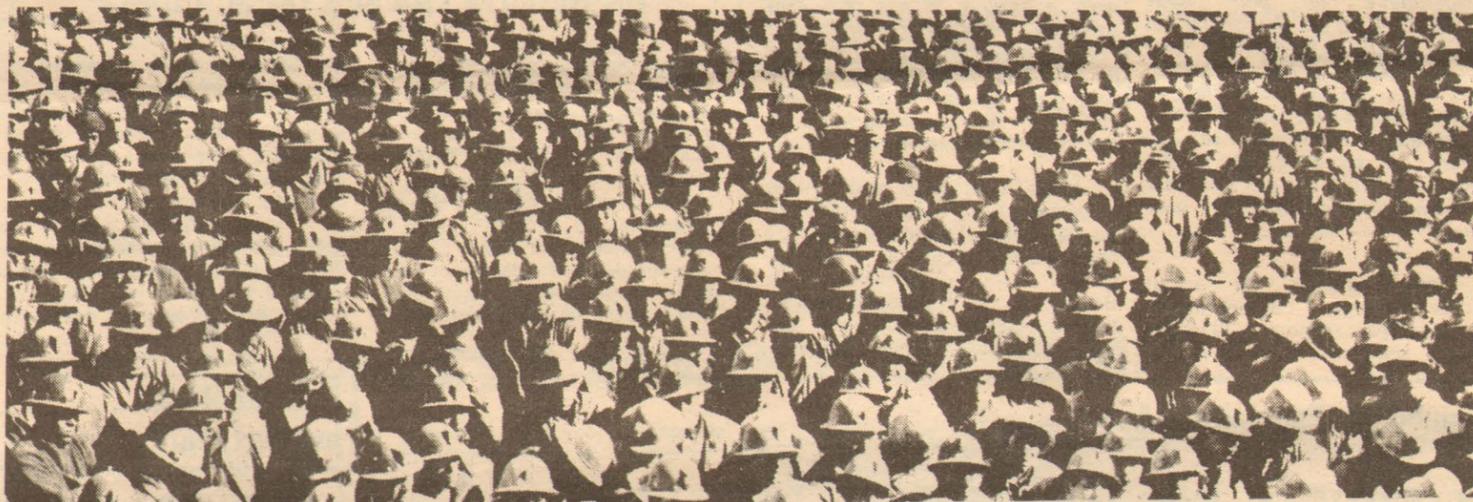
Le Liban est toujours occupé par la Syrie

● L'OLP RECRUTE DES VOLONTAIRES DANS LES PAYS ARABES ● VIVE TENSION AU SEIN DE L'ARMÉE SYRIENNE

Les unités syriennes maintiennent et renforcent leur état autour des bastions palestino-progressistes du Sud-Liban; Damas se refuse toujours à un quelconque désengagement, posant des préalables et des demandes de garanties inacceptables afin de gagner du temps et des positions militaires.

Mahmoud Riad, secrétaire de la Ligue Arabe, a rencontré à Beyrouth les dirigeants de la droite chrétienne et le président Frangé, réussissant à leur faire accepter du bout des lèvres une présence inter-arabe au Liban.

lire la suite page 3



Une assemblée générale des mineurs boliviens à Siglo XX

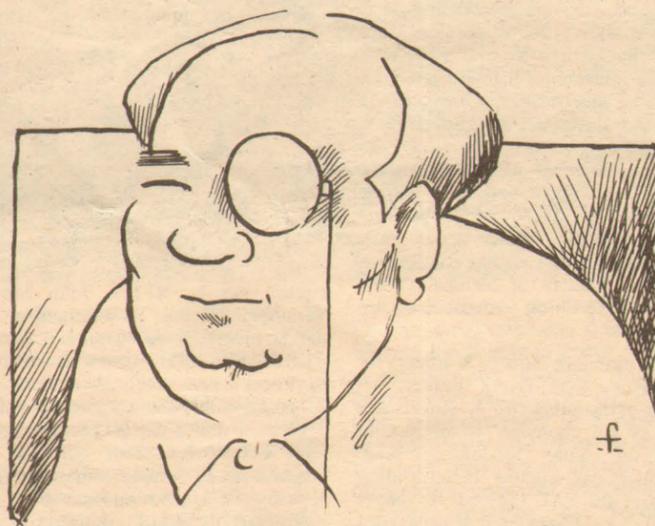
GREVE GENERALE ILLIMITEE DES MINEURS BOLIVIENS FACE A BANZER

lire page 2

Le procès d'Edmond Simeoni LE PROCUREUR RECLAME 5 ANS

Au terme d'un réquisitoire « modéré », le procureur de la Cour de Sureté de l'Etat requerrait hier, cinq ans de prison ferme contre Edmond Siméoni, et des peines assorties du sursis pour ses co-inculpés. On mesure le recul du pouvoir, lui, qui au lendemain d'Aléria avait suscité une campagne de presse hystérique contre « les autonomistes qui tirent les membres des forces de l'ordre comme des lapins ». Cinq ans, c'est à la fois trop, car il serait intolérable qu'Edmond Siméoni reste en prison, ne serait-ce qu'un jour de plus pour une cause, celle du peuple corse. Mais c'est à la fois « ridicule » quand on se rappelle qu'il risquait selon la loi trois fois la peine de mort. Le verdict sera rendu dans trois jours. Il n'est pas question de tolérer une peine « modérée ». Edmond Siméoni doit sortir libre lorsque ce procès politique se conclura. C'est là le seul verdict qui soit acceptable.

Le goût de l'ordre



Pékin a bon coeur et beaucoup d'amis. Une dépêche reçue hier nous apprend que le parti communiste chinois vient d'inviter des représentants du PS et du parti populaire démocratique portugais. Pour que la boucle soit bouclée, l'invitation a été transmise par l'organisation maoïste portugaise PCP (ml)... Miracles du bloc des quatre classes et de la diplomatie planétaire réunis. On sait que depuis le 25 avril, la diplomatie chinoise a ignoré superbement le Portugal: situation incertaine, poids trop grand du PCP. Aujourd'hui, la situation semble se « normaliser » doucement... Le voyage à Pékin des représentants du plus grand parti bourgeois portugais est un prélude à l'établissement de relations diplomatiques « normales » entre les deux pays. La bureaucratie aime l'ordre, quelle que soit sa couleur.

ITALIE

La déclaration de Berlinguer au « Corriere della Serra »

JE ME SENS PLUS SUR L'ITALIE RESTANT DANS L'OTAN CONTRE UNE EVENTUELLE INTERVENTION DE MOSCOU

Berlinguer déclare au « Corriere della Serra » : « Je me sens plus sûr, l'Italie restant dans l'OTAN contre une éventuelle intervention de Moscou. »

A cinq jours des élections, l'interview donnée par Enrico Berlinguer hier matin au « Corriere della Serra », prend une importance particulière, surtout en ce qui concerne la politique internationale.

Sur la politique italienne, Enrico Berlinguer s'est contenté de répéter les leit-motifs de la campagne de son parti : « Je ne crois pas que les 55 % soient possibles. Je répète : il est important que la gauche, et surtout le PCI avancent, mais il ne serait pas juste de tout concentrer sur le fait qu'il y aura ou non les fameux 51 %. Premièrement : parce que c'est un des arguments dont se sert la DC pour semer la peur. Deuxièmement : parce que, quels que soient les votes du PCI, notre perspective est celle d'un gouvernement d'union démocratique la plus large possible (...). La DC doit perdre des voix en faveur de la gauche » (pour qu'elle change) (...) Nous ne prétendons pas qu'elle devienne de gauche, nous ne demandons seulement qu'elle devienne ce que certains de ses dirigeants proclament et qu'elle n'est pas : un parti vraiment démocratique et anti-fasciste ».

Mais Berlinguer s'est surtout efforcé de rappeler l'autonomie de son parti par rapport à l'URSS : « Notre autonomie est totale. Le

PCI décide tout à fait librement de sa politique. Et il exprime des jugements tout à fait autonomes sur les expériences socialistes des autres pays, en signalant les aspects qui limitent gravement les libertés ».

Au journaliste qui lui demande s'il ne craint pas de finir comme Dubcek, Berlinguer répond : « Non. Nous sommes dans une autre partie du monde. Et même si l'URSS le voulait, il n'existe pas la moindre possibilité que notre voie au socialisme soit freinée ou conditionnée par l'URSS ».

« Vous vous sentez donc plus tranquille parce que vous êtes dans l'aire occidentale » lui demande le journaliste.

« Je pense que, l'Italie n'appartenant pas au pacte de Varsovie, de ce point de vue, nous avons la certitude absolue de pouvoir procéder sur la voie italienne au socialisme sans aucun conditionnement (...) C'est « aussi » pour cela que je veux que l'Italie ne sorte pas du pacte atlantique, et pas seulement parce que notre sortie bouleverserait l'équilibre international. Je me sens plus sûr étant de ce côté, même si je vois que, également de ce côté, existent de sérieuses tentatives pour limiter notre autonomie ».

Dans l'Unita de ce matin, seule la partie sur la politique italienne est reproduite. La direction du PCI craint certainement que ces déclarations très « atlantistes » de Berlinguer ne froissent les sentiments philo-soviétiques qui demeurent dans les rangs du parti.



Fresque murale en Italie

ESPAGNE

LE PCE DIT NON AU PROJET « REFORMISTE »

Le Parti communiste espagnol (PCE) a rejeté en bloc le projet « réformiste » du gouvernement, le qualifiant de « pseudo-démocratique » et estimant que l'opposition comètrait une « tragique erreur » en ne refusant pas tous ses projets.

Mais dans son communiqué publié, lundi soir à Madrid, le comité exécutif du PCE met de l'eau dans son vin, en affirmant qu'il ne s'agit pas d'observer vis à vis du gouvernement une attitude du « tout ou rien » : « l'opposition est prête à discuter d'une alternative démocratique avec le pouvoir », poursuit le communiqué qui précise : « un pacte suppose une négociation préalable, un accord, des concessions mutuelles, et non l'aval inconditionnel que désire de notre part l'actuel gouvernement ».

Pour parvenir à un authentique changement démocratique en Espagne, déclare le PCE, « il faut mettre hors jeu les institutions caduques telles que les Cortes, le Conseil national et le Conseil du Royaume, suspendre les lois fondamentales en attendant qu'un parlement soit librement élu pour élaborer une nouvelle constitution ». Par ailleurs, le PCE s'élève contre le caractère discriminatoire de la récente loi sur les associations, qui interdit la légalisation du PCE.

● Un membre du comité exécutif du Parti socialiste ouvrier espagnol, Félix Mécias Gonzales, a été arrêté mardi soir à Barcelone.

● Par ailleurs, de très importantes forces de police ont interdit dimanche après midi à Vitoria le déroulement d'une manifestation « pour l'amnistie générale et la libération des travailleurs de la province incarcérés à Madrid ». C'est demain jeudi que les coordinations des commissions ouvrières de Barcelone tiendront leur congrès. Celui-ci devait se tenir dimanche dernier, mais avait été interdit.

L'affaire Lockheed

ON NE VOTE PAS SUR UN SCANDALE

Au centre du débat électoral on trouve aujourd'hui toujours « l'affaire Lockheed ». La commission d'enquête, de retour des Etats-Unis, doit elle siéger immédiatement et donner ses conclusions avant le 20 juin ou au lendemain des élections ? Il ne s'agit évidemment pas d'une question de détail et les forces de droite voudraient repousser le plus possible la publication des

résultats de l'enquête qui risque de leur faire perdre les milliers de voix. « On ne vote pas sur un scandale » titre l'éditorial du « Corriere della Serra » qui fait campagne pour la Démocratie chrétienne.

Mais le PCI, le PSI et même le PSDI (qui avec Tanassi est impliqué directement dans le scandale) demandent que la commission siége dès mercredi matin.

Republique Populaire d'Angola

LE PROCES DES « CHIENS DE GUERRE »

La peine de mort est requise contre les 13 mercenaires

Le procès des 13 mercenaires faits prisonniers en février dernier alors qu'ils combattaient avec le FNLA se poursuit, mettant chaque jour en lumière les mécanismes du mercenariat et de son utilisation par les gouvernements occidentaux. Derrière ces hommes, pitoyables aventuriers, tueurs patentés se profilent les noms d'organisations tolérées par les gouvernements et liées à la CIA : la Phoenix associates, l'Omega Group Limited, la Coop for Soldiers of fortune, l'African American Technical Assistance for Angola, etc.

Leur itinéraire illustre d'ailleurs le phénomène. John Derek Barker, 35 ans, ex-parachutiste de la Royal Air Force est au chômage. Il est recruté dans un pub londonien pour 500 dollars par semaine. Il reçoit illico une carte du SAF (Special Advances Forces). Le 22 janvier à Kinshasa au Zaïre, il déjeune avec Roberto Holden, le chef du FNLA. Le 7 février il est



capturé par le MPLA. John James Nemmock, 21 ans, est au chômage. Il suit la même filière et quitte Londres sans formalités. D'ailleurs reconnaît-il au procès « nous étions plutôt aidés par les policiers ». Sans commentaires !

Et puis il y a Costa Georgiu, alias Toni Callan, leur chef qui joue le magnanime et assume toutes les responsabilités. Un homme qui selon un mercenaire de retour à Londres, a ordonné le massacre de 160 angolais dans un village proche de Maquela da Zombo. En tout cas, responsable de l'assassinat de 14 de ses collègues qui refusèrent de combattre.

On les comprend. On leur avait dit que les africains « ces sauvages » ne savaient pas se battre. 1 200 à 2 000 dollars mensuels et des contrats de six mois pour une aventure qu'on leur disait facile étaient forts alléchants. Et puis les plus anciens, comme Michel

Hoare, un spécialiste du recrutement, pouvait leur parler d'expérience : lui qui à la tête de commandos de mercenaires engagés à Stanleyville avait massacré des centaines de lunumbistes dans les années soixante !

Le fait est que les temps ont changé et la déroute des fantoches de l'UNITA et du FNLA si elle ne va pas arrêter le recrutement de tel assassin, va cependant en décourager un certain nombre, à l'heure où les appels pour la Rhodésie se multiplient comme dans la revue spécialisée dans ce genre de trafic, « Soldiers of Fortune » (Soldats de l'Aventure) éditée dans le Colorado.

Cependant l'aspect le plus important de ce procès ne réside pas dans la biographie de ces individus. Il est dans l'illustration des méthodes que l'impérialisme met en œuvre pour préserver ses intérêts. Aussi lors des séances une commission d'enquête internationale est présente pour recueillir toutes les informations sur ce problème. Une petite partie de l'iceberg sera ainsi révélée à l'opinion publique internationale. Et peut-être d'autres voiles seront-ils levés sur la collusion internationale tramée contre l'Angola, dans laquelle le gouvernement Giscard, le moins qu'on puisse dire, n'a pas été en reste. N'est-ce pas messieurs Foccard et Journiac ?

F.Tenaille

Achetez Rouge tous les jours

DJIBOUTI

ALI AREF « ELEGAMMENT » POUSSE SUR LA TOUCHE

« J'aurai l'élégance de me retirer avant d'être mis définitivement en minorité » vient de déclarer Ali Aref. Une manière « élégante » de se plier à la réalité des faits. Ce départ discret d'Ali Aref fait suite aux propos récents d'Olivier Stirn selon lesquels « des questions de personnes n'empêcheront pas la formation d'un gouvernement d'union ». Qui plus est, après la défection d'un député de son propre parti, l'UNI, Aref est désormais minoritaire à l'assemblée locale.

Pendant ce temps, la délégation de la LPAI (ligue populaire africaine pour l'indépendance) qui rentrait des entretiens de Paris a été accueillie à Djibouti par plusieurs milliers de ses militants. Peu après, les membres de la délégation ont visité les différents quartiers pour expliquer le sens de l'accord qui ne règle en rien la suite du processus notamment pour ce qui est de la présence des troupes françaises. En effet, l'accord tacite entre la LPAI et la « Fronde parlementaire » (députés dissidents du groupe Aref) fait l'impasse sur cette question. Barkat Gourad, leader de ce groupe se déclarant favorable à une coopération avec la



France « y compris sur le plan militaire ».

Maintenant vont donc commencer les tractations pour le remplacement d'Aref. Des membres de son entourage indiquant qu'il serait prêt à partir avant même sa mise en minorité si l'opposition concédait quatre postes ministériels à l'UNI. La transition vers l'indépendance dans la douceur a commencé. Celle-ci pourrait intervenir pour le mois de juillet, sauf actions ultimes des partisans d'Aref. F.T.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

TRIBUNE Internationale

Le complot ne passera pas

Le système politique libanais n'a jamais été solide. Il tenait faute d'un adversaire organisé. Etat dépendant, le pays était, selon une analyse de notre organisation devenue un lieu commun aujourd'hui, dominé par une bourgeoisie compradore qui déléguait les responsabilités politiques à une féodalité de type clientéliste. Ce régime cherchait par nature à gouverner aux moindres frais, ne prônant aucune réforme, économisant sur tout, y compris sur son appareil répressif, réduit à l'état de gardien de nuit. Le mode de vie des hauteurs de la bourgeoisie tenait lieu d'idéologie et le confessionalisme était la clef de voute du système. C'était un régime vulnérable. Dès le début des années 1970, la montée des luttes populaires (villes, campagnes, universités), la crise économique de la petite bourgeoisie qui se paupérise, tout contribue au renforcement de la gauche. La droite s'inquiète d'autant plus que le rôle de catalyseur de la résistance palestinienne accélère le processus de radicalisation. Il lui faut frapper vite et fort. Première tentative en 1973 : le régime cherche à tuer le « poisson » palestinien avant qu'il ne « pollue » définitivement les masses libanaises. L'affaire échoue notamment grâce à la mobilisation des masses libanaises. Début 1975, le régime inverse sa stratégie et veut frapper la gauche d'abord pour écraser la résistance palestinienne ensuite. Il compte sur deux atouts : sur le bras officieux de la fraction dominante (chrétienne) de la bourgeoisie, la Phalange, et sur le bras armé officiel : l'armée libanaise. Nouvel échec : la première arme se brise et la seconde s'effrite, pire, se retourne dans sa majorité contre ceux qui croyaient l'utiliser. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'invasion syrienne : celui de l'effondrement d'un régime bourgeois limitrophe de Damas. Elle doit être appréhendée sous deux angles. Celui intrinsèque au régime syrien qui ressent vis à vis de la gauche libanaise la même peur qu'avait ressenti le régime libanais vis à vis de la résistance palestinienne : la peur d'un exemple contagieux. Celui relevant du contexte international où, depuis la victoire des peuples indochinois, l'impérialisme a renoncé à agir directement contre les mouvements cherchant à échapper à sa tutelle. Ce sont ses alliés des USA, sous impérialismes locaux comme le Brésil et l'Iran, ou simples mercenaires comme le régime syrien qui seront utilisés. Les intérêts des USA et de la Syrie convergeaient. Mais la gauche libanaise et son allié naturel, la résistance palestinienne, soutenus par leurs masses populaires, résistent pied à pied à l'invasion. Le régime baathiste se heurte à l'une des traditions révolutionnaires les mieux ancrées, celle qui animait les insurgés de la Commune, les révolutionnaires cubains et vietnamiens : la levée en masse d'un peuple pour assurer sa défense nationale. La mobilisation est générale et nos combattants reprennent le vieux cri de la gauche : « ils ne passeront pas ! » Ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est ni le socialisme, ni la prise du pouvoir. Il s'agit de défendre le territoire national et les acquis des masses contre l'invasion venue rétablir le statu quo ante, et satelliser la résistance palestinienne dans le cadre d'une confédération arabe dominée par le régime de Damas et prête à capituler face à Israël. Vis à vis de la bourgeoisie libanaise il s'agit d'imposer le programme de la gauche c'est à dire : d'éliminer la féodalité politique, de déconfessionnaliser le régime, d'instaurer un mode de représentation démocratique au parlement et dans l'armée, d'assurer la continuité de la présence armée de la résistance au Liban. Notre projet politique est radical par ses méthodes (lutte armée) modéré dans ses objectifs (révolution démocratique). Il ne s'agit pas de s'emparer du pouvoir par en haut mais de poser les bases d'un pouvoir populaire, par en bas. Ni le contexte international et régional, ni le niveau de conscience des masses, ni le rapport des forces au Liban, ne permettent pour l'instant d'élargir ce projet politique. Faut-il préciser que nous avons lu nos classiques et n'ignorons pas qu'aucune muraille de Chine ne sépare une phase révolutionnaire d'une autre ? Quand à ceux qui nous accusent de « rechercher une alliance avec la bourgeoisie musulmane » ils sont mal informés ou de mauvaise foi. Aucune bourgeoisie arabe ne s'est jamais liée avec une gauche développant une dynamique de lutte armée. Nul n'y a jamais songé sérieusement dans un camp comme dans l'autre. Mais n'étant pas des Don Quichotte de gauche nous avons constamment avivé les contradictions au sein de l'ennemi et comme nous l'ont appris les vietnamiens nous avons cherché à chaque phase de la lutte à ne pas nous donner plus d'ennemis qu'il n'était nécessaire.

Dans ces heures tragiques que vit notre peuple, nous comptons sur la solidarité internationaliste de la gauche française. Quant à nous, nous ne pouvons faire mieux que de reprendre à notre compte ce que disait le président Ho pour le vietnam : « Nous sommes sûrs de la victoire. Nous construirons un pays uni indépendant et démocratique et nous donnerons ainsi une digne contribution à la cause de la révolution mondiale ».

Organisation d'action communiste au Liban (OACL)

MANIFESTATION A PARIS

Un millier de manifestants, dont une majorité d'étudiants et de travailleurs arabes, ont manifesté hier soir du Métro Oberkampf au Père Lachaise.

Drapeaux rouges et palestiniens mêlés précédaient les banderoles affirmant : « Troupes syriennes hors du Liban », « A bas le sionisme et la réaction arabe », « Conférence de Genève, conférence impérialiste », « Non à l'intervention française ».

Seul, le PCR ml se distinguait par deux slogans : « Soutien total à l'OLP » et « Palestine laïque et démocratique ». Le second mot d'ordre ne faisait pas partie de la plate-forme décidée unitairement.

● La LCR a approuvé sa signature au bas d'un appel à manifester contre la présence des troupes syriennes au Liban et pour le soutien au combat des masses libanaises et palestiniennes, tout en se refusant à « reconnaître l'OLP comme unique représentant de la résistance palestinienne » (cf Rouge d'hier) ; par contre, la LCR n'a pas signé la version en langue arabe, totalement différente, autant dans son contenu politique que dans le paragraphe des signatures où figure le Parti Baas (irakien), section de France. La LCR s'élève contre de telles falsifications et substitutions, et rappelle son opposition à toute action unitaire avec les organisations dépendant du régime dictatorial irakien, ces mêmes organisations qui agressèrent récemment un meeting d'étudiants kurdes à la Mutualité.

LIBAN

TRACTATIONS ET PRESSIONS AUTOUR D'UN CESSEZ-LE-FEU

Suite de la page 1

La lenteur des mises au point, les tergiversations concernant l'envoi des « casques verts » au Liban, la composition même de ces troupes, l'annonce enfin d'une réunion quadripartite - Syrie, Egypte, Arabie Saoudite, Kuwait - le 23 juin à Ryad inquiètent à juste titre les directions palestino-progressistes : face à ces pressions et à ces tractations menaçantes, Kamal Joublatt, le leader de la gauche, réclame une intervention rapide, directe et massive des armées arabes ; de son côté, l'OLP demande une participation de l'Irak, de l'Algérie et de la Libye aux forces de sécurité, ces régimes offrant à ses yeux plus de garanties que l'Arabie réactionnaire ou le Soudan. L'OLP enfin, en décidant d'ouvrir des bureaux de recrutement dans les pays arabes se dote d'un efficace (et volontairement limité) moyen de pression : elle met au pied du mur les différents régimes en les obligeant à prendre position concrètement, à mettre en pratique leurs déclarations « révolutionnaires » sous peine de se discrediter aux yeux des masses.

Selon l'agence d'information palestinienne « Wafa », un bataillon de l'armée syrienne, en poste à Mazze, dans la banlieue de Damas, serait entré en rébellion lundi après avoir reçu l'ordre de faire mouvement vers le Liban ; en s'insurgeant contre les ordres, le commandant, les officiers et les soldats ont fait savoir « qu'ils n'étaient pas disposés à combattre au Liban contre la résistance Palestinienne » : les mutins auraient été



matés sur l'ordre direct du président Assad. Après les multiples cas de désertion et de désobéissance dans les unités syriennes au Liban, après la désertion spectaculaire d'un aviateur syrien refusant d'aller combattre « les patriotes libanais » et se réfugiant en Irak, les tensions au sein de l'armée syrienne deviennent évidentes : le départ des troupes restées en Syrie pour des « manœuvres annuelles » en plein désert, les violentes attaques verbales contre le régime de Bagdad accusé de fomenter des complots au sein de l'armée viennent confirmer cette amorce de décomposition. Un nouveau ministère vient d'autre part d'être créé en Syrie, celui de la « sécurité publique » ; un signe des temps.

T. Diderick

aux quatre coins du monde

MAO NE RECEVRA PLUS D'ETRANGER

Le président Mao ne recevra plus de visiteurs étrangers en visite à Pékin, selon une décision du comité central. « Le président Mao est d'un âge très avancé et reste très occupé par son travail » a déclaré le porte parole du ministère des affaires étrangères.

Cette décision confirme la dégradation de l'état de santé de Mao Tsé Toung.

AFP

ROUEN UNE SEMAINE ANTI-APARTHEID

Le collectif Anti-Apartheid de Rouen (CAAR) organise du 15 au 22 juin une série de débats-projections. Le 16 à 18 h à la Fédération des Oeuvres Laïques (55 rue St Gervais). A 20 h à la MJC de Barentin. Le 17 à 20 h : à Mont Saint Aignan - Cité Universitaire du Panorama (Pavillon Corneille). Le 18 à 20 h à la Fraternité 183 rue St Julien - Rouen Rive Gauche. Le 21 à 20 h 30 à Canteleu - Centre Social secondaire Quartier Bizet. Le film clandestin « La fin du dialogue » sera projeté lors de ces séances. Adresse du CAAR : BP 1127 76016 Rouen Cédex.

BOLIVIE

Les mineurs en grève illimitée FACE A BANZER ET A L'ARMEE

L'épreuve de force est engagée depuis lundi entre les travailleurs des mines et la dictature.

Parce que les mines sont situées dans des zones relativement périphériques du pays et parce qu'elles sont la source principale de devises, les travailleurs y ont acquis au travers de nombreuses luttes une certaine autonomie (radio, etc.).

Grâce à leurs traditions de luttes, les mineurs constituent une avant-garde politisée qu'il est difficile d'affronter sans risques politiques et économiques. Depuis le coup d'état de 1971, le général fasciste Hugo Banzer s'était bien gardé d'aller occuper les mines. L'essentiel était de maintenir les mineurs à l'écart des masses urbaines et surtout paysannes.

Début mai, la tenue d'un Congrès National des mineurs avait permis un regroupement des forces, après les premières luttes du début de l'année.

Dans ce contexte, l'assassinat de l'ex-président Torrès en Argentine le 3 juin a servi de détonateur à une nouvelle vague de luttes. La famille de Torrès demanda que son corps soit rapatrié et veillé par des mineurs. Le dictateur Banzer refusa, car la présence des mineurs « provoquerait des actes de violence pendant les cérémonies. »

Le 8 juin, des grèves éclataient dans plusieurs villes (Cochabamba, La Paz, Huanuni) ; les mots d'or-



dre dépassèrent rapidement la question du rapatriement de Torrès pour s'en prendre directement à la dictature.

Le gouvernement décidait alors d'imposer l'état de siège et plaçait six districts miniers sous contrôle militaire. On a entendu le speaker de l'émetteur minier crier : « Les militaires sont en train de prendre la radio minera Pio XX », puis, silence.

A la suite de ces mesures, les dirigeants syndicaux des 70 000 mineurs ont lancé l'ordre de grève générale, qui s'est progressivement étendu à l'ensemble du pays.

Outre le départ des militaires, les mineurs exigent la libération des dirigeants syndicaux emprisonnés et une augmentation des salaires de 130 %, alors que le gouvernement n'a accordé que 30 %.

Les étudiants de l'université de La Paz, ainsi que ceux d'Oruro ont décrété lundi soir la grève générale en soutien aux mineurs. A Oruro, deux étudiants avaient été tués et trois autres blessés le 8 juin lors des manifestations contre le service militaire qui vient d'être rendu obligatoire pour les étudiants.

Cette épreuve de force se déroule dans des conditions difficiles car le gouvernement semble bien décidé cette fois à écraser définitivement le mouvement des mineurs. Pourtant, à l'heure où les mineurs chiliens eux aussi ont affronté leur dictature, alors que des luttes quotidiennes éclatent en Argentine, le mouvement des travailleurs boliviens montre qu'en Amérique Latine, rien n'est jamais gagné pour l'impérialisme yankee. A.Vitold

Après le démantèlement du Front Révolutionnaire International

LA MAIN TENDUE AUX GAULLISTES

Robert Fabre a du se sentir vexé hier matin. Lors d'une réunion de presse, Jean-Pierre Chevènement a, en effet, déclaré que « les radicaux de gauche ne peuvent plus être à eux seuls cette troisième composante de la gauche ». Et, le leader du CERES, comme il l'avait déjà fait au congrès de Dijon et lors du comité directeur du week-end dernier, a renouvelé ses appels aux gaullistes « sincères, attachés à l'indépendance de la France » pour qu'ils rejoignent l'union de la gauche.

L'analyse se prétend historique et sociologique. « Si le général de Gaulle a tellement marqué l'histoire de notre pays, c'est parce qu'en 1940, le pays était placé devant l'effondrement du mouvement ouvrier qui a laissé notre peuple démuni devant la guerre. A partir du moment où celui-ci joue pleinement son rôle, les gens peuvent se retourner vers la gauche. C'est ainsi que des hommes et des femmes attirés par l'idée d'indépendance et de grandeur nationale bien comprise (il ne s'agit pas de tomber dans le nationalisme) peuvent se reconnaître en nous ».

Ces déclarations ne manquent pas de saveur. Elles ont évidemment pour but de faire écho, à l'intérieur du parti socialiste, au thème de l'Union du peuple de France relancé par le XXII^e congrès du parti communiste. Dans une bonne logique réformiste, le CERES et le PC courent toujours plus à droite quand les travailleurs poussent à gauche. Mais en même temps, l'idée d'un « langage commun » par rapport à la direction du PS de plus en plus tentée par une collaboration directe avec Giscard au lendemain d'une victoire électorale. Après cela, le fait que Jean-Pierre Chevènement se démarque des communistes en soulignant que son projet d'alliances a pour socle l'Union de la gauche et non le Parti communiste, n'a que peu d'importance.

Le problème pour les uns et les autres, c'est que, hormis quelques groupuscules gaullistes de gauche qui ont déjà rejoint le programme commun, la seule force à laquelle il est possible de tendre la main, c'est l'UDR. Et l'on voit mal, dans le contexte actuel de polarisation sociale, ce qui pourrait pousser un mouvement construit autour des prébendes et des pots-de-vin de l'Etat gaulliste à abandonner ses privilèges pour rallier l'Union de la gauche. D'autant que l'Etat-Giscard reste un mythe et que la force parlementaire de l'UDR lui permet de conserver l'essentiel de ses positions acquises sur le coup d'Etat de 1958.

Quelque soit les aspects tactiques de l'appel de Jean-Pierre Chevènement, il n'en reste pas moins qu'il créera des remous au sein du courant gauche du parti socialiste. On est bien loin du langage traditionnel sur le « front de classe ».

Pierre Julien

UN NIHILISME DESESPERANT...

Pas grand chose sous le soleil de plomb en ce mois de juin. Les bisbilles de la majorité amusent un temps... et puis s'en vont. Quelle aubaine alors qu'à quelques jours d'intervalle, un ambassadeur bolivien, un PDG passent violemment de vie à trépas, qu'une série d'attentats mettent à mal une banque, un commissariat, une agence d'interim... La bonne presse secque sa torpeur et titre : « Vague d'attentats révolutionnaires » ; Ponia s'ébroue et ressort son guignol préféré : Carlos multi-

Mais nous ne pouvons pas en rester à la dénonciation de ces petites manœuvres, vieilles comme l'emploi de ministre de l'Intérieur dans nos républiques successives. L'événement nous interpelle car il exprime comme la renaissance d'un courant nihiliste dans notre pays. L'interview fleuve de Bilski, le meurtrier du PDG du Crédit Lyonnais, publiée par *Liberation* avait déjà mis en relief ce phénomène. Bilski retraçait son itinéraire. Il était politisé, en ce sens qu'il avait milité, dans les lendemains de 68, avec les maos. Le marxisme, la lutte des classes, la nécessité de s'organiser, toutes ces choses-là, disait-il, il les avait « assimilées » ; mais c'était pour ajouter aussitôt que ce qui l'intéressait, faisait le tissu de son existence contre le système, de sa révolte, c'était plutôt « le reste », tout ce qui engendre l'ingrassable nausée du système, de l'ordre capitaliste et ne trouve pas son exutoire dans le militantisme et l'action politique organisée, fut-elle révolutionnaire. La « délinquance » de Bilski, les casses, les prises d'otages et finalement son suicide « militant » étaient la trame de ce « reste ». Une révolte qu'il sentait plus explosive, plus « pure » et, pourquoi ne pas le dire, plus proche du désir.

Désespoir ?

Au bout de cette révolte là, il y a nécessairement le désespoir. Les armes de cet individualisme incandescent ne pèsent de rien auprès de celles de l'appareil d'Etat.

Ce sont les accents de cette révolte qui se retrouvent dans les actions du Front révolutionnaire international. Comme le dit Jean Gilbert ci-contre, il s'agit du règlement de compte d'une « famille affective » avec le capital frappé dans ses symboles les plus exécrés. La naïveté, l'improvisation, le caractère dérisoire finalement de ses actions ne nous inclinent pas au mépris.

Combien il est vrai que pour des millions de jeunes qui n'ont pas même connu l'éblouissement de Mai et crèvent d'ennui, d'humiliation et de chômage, l'histoire se traîne ! Les militants révolutionnaires eux-mêmes qui en connaissent les sinuosités, vivent d'analyses et de perspectives, connaissent leur force et font le bilan du progrès de leurs organisations, n'échappent pas toujours à ce sentiment. Il faut être fortement politisé pour trouver force et espérance dans une situation dont l'issue probable apparaît être l'accession au pouvoir d'une Gauche dont l'histoire est si riche en trahisons...

Nous sommes convaincus, et ce n'est pas un acte de foi, mais une conviction appuyée sur notre pratique de la lutte des classes, que l'histoire ne piétine pas. Nous nous préparons à des luttes, qui laisseront mai 68 loin derrière elles. Mais comment reprocher, dans une phase où l'évidence historique ne s'en impose pas, à des millions de jeunes qui crèvent de l'ordre bourgeois de ne pas partager ces certitudes et d'agir, en ordre dispersé, passablement désespérés ?

Nous défendons donc les militants de FRI. Notre conviction est qu'ils ont choisi par désespoir, par inexpérience, le pire moyen de lutter contre l'ennemi de classe. Pire, ils lui ont donné des armes et des arguments pour lutter contre le mouvement ouvrier et les organisations révolutionnaires. Mais nous dénonçons à une justice et une police qui laissent courir les ravisseurs d'Hazan et ont toutes les considérations pour l'assassin de Mohammed Diab le droit de juger les jeunes anarchistes du FRI. Nous avons défendu les militants du FRAP espagnol dont tout nous sépare au plan du programme et des moyens d'action. Nous serons au côté des militants du FRI pour obtenir leur acquittement et leur libération.

Politiquement, nous combattons

face, omniprésent...

Et puis, comme il ne s'agit pas de l'affaire Hazan, police et justice font diligence. Les auteurs des attentats sont retrouvés, ils reconnaissent les faits et le Front révolutionnaire international est démantelé. De la belle ouvrage, avec la morale de l'histoire en sus : sous leurs dehors pacifiques, la gauche et l'extrême-gauche nourrissent des desperados fanatiques et violents... Air connu qui justifie toutes les répressions.

sans réserves diplomatiques toutes les idées de désespérance ou d'impatience qui peuvent incliner certains à croire que l'émancipation est au bout d'une mèche de bombe. Le bilan des actions du FRI est éloquent. Ce nihilisme ouvre la porte à toutes les confusions, toutes les provocations. Le pouvoir est aux aguets, prêt à saisir toutes les per-

ches pour mettre en branle cette fameuse stratégie de tension qui a failli si bien réussir à la bourgeoisie italienne dans les années 70. Ouvrez les yeux ! Il n'y a plus de tsars à liquider au prix de notre vie. Les existences révolutionnaires sont précieuses, il y a un monde à bâtir !

Alain Brossat.

UNE FAMILLE AFFECTIVE

On s'attendait à trouver un groupe remarquablement organisé ayant des appuis et un réseau d'information au moins à l'échelle du pays, des militants chevronnés. Maintenant que le FRI est tombé, on en reste pantois. Où l'on croyait découvrir la froide décision, il n'y a que débordement d'affection ; où l'on voyait des experts guerilleros, il n'y a que des novices.

Bernard Mumbert, 20 ans, est ouvrier, apprenti garagiste pendant trois ans au « salaire » de 168 F par mois ; sa révolte l'emmènera à l'anarchie. Jean-Louis Lascoux, 19 ans et demi est, lui aussi, travailleur en révolte, acquis à l'idéal libertaire. La fréquentation de Jacques Pucheu, chez qui Bernard habite avec l'accord de ses parents et d'Evelyne Barge, militante anti-sioniste ayant fait quatre ans de prison en Israël, va les amener à vivre les difficultés et les aléas de la vie des militants. Ils entendent Evelyne raconter sa lutte et l'isolement dans les prisons israéliennes, semblables au régime des geôles allemandes. Ils verront Pucheu se faire embarquer quotidiennement parce qu'il vend le journal du CAP (Comité d'action des prisonniers) à la sortie des prisons. Et ils seront comme tant d'autres sans illusion devant l'alternative qui leur semble s'ouvrir, la continuation de ce système ou la victoire de l'Union

de la gauche à laquelle ils ne font pas confiance.

Un jour, ils vont passer à l'action directe pour foutre cette société en l'air, comme Bilski, le meurtrier du PDG du Crédit Lyonnais. Ils reprennent à leur compte cette phrase de Michel Roux : « Cette société, il faut la détruire et ne plus jamais en reconstruire de semblable ». Pour Pucheu, ce pacifiste au grand cœur qui héberge ou aide tous les paumés de cette société de cannibales, ils vont faire sauter le commissariat Necker faisant ainsi payer à la société les tracasseries dont est l'objet leur ami. Pour Evelyne, ils vont s'attaquer à la banque Rotschild, symbole de l'entente internationale du capitalisme et symbole du sionisme. Pour Pucheu, pour Evelyne, mais aussi pour leur propre vie d'exploités.

Ce n'est plus une cellule révolutionnaire, c'est une famille affective. Jacques Pucheu, contre qui aucune preuve matérielle n'a pu être retenue, a été libéré bien qu'il soit toujours inculpé. Evelyne Barge, elle, du fait de son passé, est gardée sans preuve en prison. Et puis, pour Ponia, voilà la bête rêvée, un nouveau Carlos dont toute la presse s'est emparée, mettant sur le dos des révolutionnaires un tas d'actions où ils ne sont pour rien. Nous en apporterons la preuve bientôt. Jean Gilbert du Cap

L'INCONNU DU « MONDE »

Trois longs articles dans *Le Monde* : « Oublier, Réagir, S'organiser » une série de Bernard Brigouleix sur l'extrême-droite française aujourd'hui. Nous reviendrons très prochainement dans les colonnes de *Rouge* sur cette série d'articles pour y apporter des précisions qui ont échappé à la plume de Brigouleix.

L'auteur nous présente dans un encart (voir *Le Monde* du 12 juin) sous le titre « Liaisons internationales » un certain Jacques M... dont il veut, semble-t-il, protéger l'anonymat. Ce Jacques M... est décrit par Brigouleix comme un personnage élégant, intelligent (il parle quatre langues) mélomane et admirateur de Drieu La Rochelle, dévoué à son organisation. Il en assure les liaisons internationales avec l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne et « avant », le Portugal.

Brigouleix ajoute : « qui ne l'aurait vu, soudain froid et technicien, à la tête d'un groupe du service d'ordre de son mouvement (casques à croix celtique, manches

de pioches et nuntchakus japonais) tel soir de « nettoyage de gauchistes » jugerait que cet anti-conformiste intelligent, cultivé et un peu romantique n'a vraiment rien d'un « dur ».

Derrière cet « inconnu » du *Monde*, se cache un personnage que nous connaissons bien :

...Il est né le 19 septembre



Lors d'une manifestation pour les obsèques de Franco, Marchal (à gauche) aux côtés de Gaucher, dirigeant du Parti des Forces Nouvelles.

1946 à Alençon ; il milite très jeune dans les milieux fascistes puisqu'il sera l'un des dirigeants du mouvement « Occident » ; il participe, en 1969, à l'attaque à la grenade du Lycée Louis-le-Grand où notre camarade Gabriel Rebourcet perdra une main. Directeur de publication du journal « *Ordre Nouveau* »,

membre du Conseil national, responsable « presse-propagande » de ce mouvement, il fait au congrès d'« *Ordre Nouveau* » en 1973 (où se décida le meeting du 21 juin « Halte à l'émigration sauvage ») un rapport sur « la stratégie et la tactique du mouvement » et est élu au Bureau politique à cette occasion. Il est aujourd'hui membre du Comité national du Parti des Forces Nouvelles et l'un des responsables du journal *Initiative nationale* ; étudiant à Assas en 69-70, il est aussi dessinateur, créateur du « rat noir » qui deviendra vite l'emblème du GUD. Ses bandes dessinées paraissent dans *Alternative*, journal fasciste et raciste du « Front de la jeunesse ». Il est également l'auteur d'une minable « Histoire de la civilisation » en bandes dessinées. Cet inconnu s'appelle Jack Marchal, ce fasciste assure effectivement les liaisons internationales notamment avec le MSI. Mais nous aurons l'occasion d'y revenir.

Procès Siméoni

UN REcul DE L'ETAT

Le procès d'Edmond Siméoni et de ses camarades se termine. L'audience d'hier était consacrée à la lecture de la réponse de Poniatowski aux questions de la défense, à la plaidoirie de la partie civile et surtout au réquisitoire du procureur. La réponse du ministre de l'Intérieur n'a rien apporté de nouveau sinon qu'elle corrobore point par point les déclarations de Gilly et de Guérin, ce qui n'est une surprise pour personne. En résumé, Poniatowski n'est aucunement responsable des « bavures » commises par les forces de l'ordre. Puis, il y eut la plaidoirie de M^oChanson, représentant des familles des deux gendarmes tués. Théâtral, larmoyant, il commençait en accusant Simeoni d'être un assassin et un lâche « contrairement à des membres de l'OAS qui eux

prenaient leurs responsabilités ». Egal à lui-même, il terminait : « Que la justice n'oublie pas les orphelins que je représente ».

A l'inverse, le procureur devait montrer une grande prudence dans son réquisitoire. D'emblée il précisait : « Ce ne sont pas les idées autonomistes qui sont jugées, idées que vous avez droit sinon le devoir de défendre, mais une action concertée menée contre l'Etat. » Au passage, il saluait la Cour de Sécurité de l'Etat, juridiction qui « a permis un débat de fond sur les problèmes corses. » Ben voyons. Puis, il tentait de démontrer, mais sans trop insister, contrairement à ce qu'il avait fait pendant les trois semaines précédentes, que les tirs meurtriers étaient partis de la cave. Tout au

moins, il en avait la certitude à 99 %. Ce qui, en termes juridiques, revient à accorder le bénéfice du doute aux inculpés.

Deuxième partie du réquisitoire : les motivations des inculpés. Et là, le procureur accomplissait un travail étonnant, démontrant avec conviction le scandale de la fraude, les injustices subies par la Corse et bien évidemment pour finir sur les bienfaits de l'Etat, le « succès incontestable de la mission Bou ». Les peines demandées par l'Etat devaient s'avérer aussi « modérées » que le réquisitoire : cinq ans fermes contre Edmond Siméoni et des peines assorties de sursis pour les autres inculpés.

Gabriel Pietri

QUI SONT LES RESPONSABLES ?

Un rapport de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) établi en liaison avec la météorologie nationale, confirme que les nappes phréatiques ont subi des diminutions importantes que ne sauraient combler même des pluies excédentaires pendant tout l'été. Selon les « Amis de la terre », les rivières sont au tiers de leur débit normal, les barrages-réservoir au minimum admis à la fin de l'été, le stock de neige à la moitié de ce qu'il est habituellement. Est-ce l'organisation capitaliste du travail et du mode de vie qui est responsable de la sécheresse actuelle, qui semble n'avoir pas eu d'égale en France depuis 1921 ?

Je ne crois pas que l'on puisse dire que la cause de l'absence exceptionnelle de pluies cette année soit liée aux pollutions. Les pollutions sont certes mal connues, mal évaluées - et cette méconnaissance est en partie entretenue volontairement grâce au voile du « secret scientifique » -, mais elles jouent surtout sur la couche superficielle de l'atmosphère (quelques kilomètres), non sur les masses atmosphériques où se forment les mouvements climatiques d'ensemble.

Il n'est pas indigne d'un marxiste de reconnaître qu'il existe des « accidents naturels ». Par contre, il est vrai que certains indices permettent de discuter si, à l'échelle planétaire - et dans une perspective historique -, l'intervention de l'homme, et donc du système social, n'a pas une influence sur les grands cycles climatiques. Mais c'est une question qu'il faut poser et non supposer résolue car le point de vue des « experts » est souvent un point de vue de classe. Si bien qu'il est difficile de s'y retrouver : il semble, par exemple, que le fameux rapport de la CIA ait surtout été un document de « guerre psychologique » contre les pays sous-développés. Un récent congrès réuni à Nouakchott estime que nous sommes entrés dans un cycle de réchauffement sur toute la planète. Quels pourraient être les effets de l'intervention humaine dans un tel mouvement à long terme ? Impossible à ce jour de les évaluer.

En donnant pour acquis le fait que « le capitalisme » est responsable de la sécheresse, on déplace l'accent de la dénonciation vers des affirmations prophétiques, voire catastrophistes. Nous sommes confrontés à une exploitation idéologique de la sécheresse, comme de la « pénurie » de pétrole dans les sens du grand examen de conscience de l'Occident, des appels à la solidarité nationale, comme vient d'en lancer Poniatowski, et des incitations à se serrer la ceinture, en l'occurrence à fermer les robinets. Il n'est pas certain qu'une dénonciation aussi générale et incertaine soit le meilleur contre-feu.

Aujourd'hui, les notables y vont de leur couplet sur le « civisme », la prise de conscience, qui se terminent trivialement par l'appel à « ne pas laver sa voiture et à moins arroser son jardin » : le maire d'Angoulême demande par voie de presse à ses concitoyens de ne pas arroser les jardins les lundi, mercredi et vendredi. L'Est républicain s'écrie : « Il y va de la paix des campagnes », le Courrier de Saône-et-Loire appelle gravement à « prendre

conscience du problème de l'eau ». Où est le scandale ? Il est dans le renvoi en septembre de l'examen des dispositions à prendre, dans la décision de faire du 26 septembre une journée nationale de la solidarité, dans le refus d'ouvrir un débat d'urgence au Parlement.



Ce n'est rien moins qu'une passivité volontaire du gouvernement avec l'arrière-pensée de mettre sur le dos de la « nature » l'élimination supplémentaire de quelques exploitations agricoles peu rentables et la dépendance accrue des agriculteurs vis-à-vis des organismes de crédit.

Là où il est possible également d'être affirmatif et de faire mouche, c'est sur le rôle du système capitaliste dans ses effets aggravants et désorganisateur vis-à-vis de la sécheresse.

La pénurie actuelle triple les concentrations en produits polluants, lesquels viennent essentiellement des rejets industriels. En conséquence les centres de traitement des eaux sont mis en difficulté du fait de la mauvaise qualité du liquide reçu et de l'insuffisance de nombreuses installations qui ne comportent pas de pré-traitement. Plus largement, le système capitaliste provoque un raccourcissement du cycle de l'eau : destruction des marécages, abattage ou enrésinement des forêts, macadamisation des vallées, qui perturbe l'écoulement dans les sols, surexploitation des mines et carrières de sable. Tout cela diminue le pouvoir de rétention de la nature.

C'est cela qu'il faut dénoncer : ce choix, cette « maîtrise de la nature » en trompe-l'œil qui nous rend vulnérables aux moindres accidents en faisant payer le prix aux travailleurs.

On peut aussi souligner une nouvelle fois où nous conduisent les choix énergétiques du gouvernement : le potentiel hydraulique a baissé de 20 % à cause de la sécheresse, EDF a décidé de réduire de 5 % l'intensité du courant électrique. Conséquence inévitable du choix énergétique qui a conduit à relativiser l'énergie hydraulique : une quinzaine de barrages-réservoirs sont en construction alors que soixante projets sont dans les cartons du ministre.

Sans doute n'avons-nous pas à jouer l'hydraulique contre les autres sources d'énergie comme le fait l'Humanité d'hier qui va jusqu'à déplorer la non-

mise en chantier du barrage de Naussac - projet qui a l'hostilité des agriculteurs riverains en Lozère. Mais on voit par là où conduit la rigidité du choix « tout nucléaire ». On est conduit aujourd'hui à se reposer sur les centrales thermiques, au fuel ou nucléaires, mais les centrales au fuel ont une faible rentabilité énergétique et il faut compter avec le prix du fuel (où l'on retombe sur le problème du pétrole). Il est donc à craindre que la solution ne soit recherchée dans une intensification de la production d'énergie nucléaire, au détriment des normes de sécurité et avec une aggravation de la pollution et l'échauffement de ces cours d'eau que l'on prétend protéger.

Et, par ce temps, ce n'est pas faire de l'humour noir que de remarquer que les capteurs solaires seraient bien efficaces.

Quant à interrompre momentanément les activités des entreprises grosses consommatrices d'eau et d'énergie, cela restera sans doute au stade de pieuses incitations, alors que les coupures d'eau et de courant pour le public seront bien réelles.

Madeleine Verdi

AFFAIRE PELLETIER

Le 7 juin dernier, Robert Pelletier a été licencié de son poste d'instituteur suppléant. Le pouvoir a pris prétexte de sa condamnation par un tribunal militaire pour sa participation à la manifestation de soldats à Draguignan. C'est une volonté manifeste de licenciement pour délit politique. Partout, nous devons demander l'annulation de cette sanction. En multipliant les motions syndicales, on peut faire reculer le pouvoir.

Les syndiqués SNI de Gennevilliers s'indignent de la mesure de licenciement prise à l'encontre de leur collègue Robert Pelletier.

Ils s'inquiètent devant la seule référence faite à la nature d'une condamnation dont la teneur n'est pas précisée. La manifestation des soldats de Draguignan ayant fait du bruit en son temps, ils sont persuadés que la mesure administrative trouve là son origine.

Ils estiment donc qu'il s'agit là d'une sanction administrative prise pour « délit d'opinion ».

Ils demandent en conséquence que l'administration le déclare publiquement et clairement.

Ils exigent la réintégration immédiate de leur collègue. Ils se tiennent prêts à toute action unitaire et, dans cette optique, mandatent leur bureau pour qu'il prenne contact avec tous les syndicats d'enseignants concernés.

Mardi 7 juin, notre collègue Robert Pelletier, instituteur suppléant à Gennevilliers s'est vu notifier son renvoi de l'Education nationale. La raison ouvertement donnée étant sa condamnation par le Tribunal permanent des Forces armées en janvier 75 à la suite de la manifestation de soldats à Draguignan.

Le Conseil syndical de la FEN 93 s'élève avec vigueur contre cet exemple manifeste de répression politique, rappelle son opposition à toute sanction contre les soldats luttant pour leurs droits démocratiques, d'organisation et d'information.

Exprime son indignation devant le procédé qui consiste à prendre prétexte de condamnation devant un TPFA pour éliminer les camarades qui n'ont pas l'heur de plaire au pouvoir. Exige la réintégration immédiate dans son poste du camarade Pelletier.

Lu dans la presse ouvrière et révolutionnaire L'AVENIR DE DEMOCRAZIA PROLETARIA

Tous les journaux, cette semaine, consacrent une grande place à l'Italie, et notamment à des interviews et commentaires sur les listes « Democrazia proletaria » qui se présentent aux élections italiennes.

Révolution ! réalise un dossier sur les luttes sectorielles en Italie et consacre sa dernière page avec une interview de Massimo Gorla, dirigeant de l'O.C. Avanguardia Operaia, qui dit notamment :

« Il ne s'agit pas d'être maximalistes, sortir de la communauté européenne ne signifierait rien. Sans une remise en cause de ces mécanismes, les affaires de notre pays ne peuvent s'arranger dans le sens de l'intérêt des masses, paysans et travailleurs. Il s'agit d'une lutte longue mais indispensable. L'Italie est un pays impérialiste mais avec deux caractéristiques : impérialiste dans ses rapports avec le Tiers-Monde et subordonnée à l'intérieur du système impérialiste à la puissance américaine. La politique extérieure italienne devra être une indépendance nationale rigoureuse : aucun alignement ni par rapport aux USA.

L'OC-GOP consacre aussi une large place à soutenir « Democrazia proletaria » (dans l'Outil des travailleurs).

« La présentation d'une liste unique de la gauche révolutionnaire n'est pas un simple compromis ou pire un amalgame électoraliste entre des forces politiques hétérogènes mais une décision qui va plus loin et qui prend racine dans le mouvement. (...)

Cette transformation permet de mesurer les progrès de l'unité du prolétariat. Cette unité a un caractère nouveau dans la mesure où toutes les structures de direction de toutes les formations révolutionnaires ont été investies par le débat de masse, par la volonté de larges couches populaires d'avoir en main un instrument qui les fasse gagner. La force de cette unité du mouvement pèsera, d'autant plus à cause de la crise profonde du rapport du PCI avec la classe, non seulement sur les résultats électoraux, mais aussi dans la lutte pour imposer un gouvernement de gauche.

Tribune socialiste (PSU) donne un avis différent :

« Le PCI donne l'image de l'homme tranquille ». Cette symbolique de parti d'ordre lui paraît la plus payante dans le climat échauffé de cette campagne. Il sera satisfait s'il obtient le même nombre de voix qu'en juin dernier. Du côté de Democrazia

proletaria, on assiste en général à deux campagnes parallèles : celle du PDUP et d'Avanguardia operaia d'une part, celle de Lotta Continua d'autre part. Ceci amène à relativiser beaucoup l'idée d'une « candidature de l'extrême-gauche unifiée ».

Et ce n'est pas de prétendus meetings unitaires faits à Paris qui modifieront cette réalité.

Informations ouvrières (OCI) verse dans les pronostics électoraux et, au détour d'une phrase, caractérise Democrazia proletaria :

« Si, de plus, comme la chose apparaît probable, le PCI (qui devrait approcher les 35 % des suffrages contre les 27,2 % en 1972) et le PSI (qui devrait dépasser les 15 % contre 12,7 % en 1972) atteignent la majorité absolue, éventuellement avec le concours du cartel centriste-gauchiste de Démocratie prolétarienne (à qui les sondages donnent 2,5 %) la pression pourrait devenir irrésistible. »

Lutte ouvrière fait un compte-rendu sévère du meeting parisien de soutien à Democrazia proletaria :

« Derrière beaucoup de démagogie et de phrases ronflantes, la politique de « Democrazia proletaria » revient tout simplement au réformisme. Un « gouvernement des gauches » est sans doute peu probable dans la conjoncture italienne. Mais s'il voyait le jour sans que l'Etat bourgeois, son armée et sa police soient brisés, il serait pas moins qu'un gouvernement de « compromis historique », un gérant loyal du capitalisme. Et c'est à partager ce rôle avec le parti communiste italien et le parti socialiste italien que les dirigeants de « Democrazia proletaria » aspirent !

Mais on devait voir aussi les représentants des organisations d'extrême-gauche françaises soutenant le meeting intervenir pour encenser, chacun à sa façon, la « leçon italienne » que donnerait selon eux « Democrazia proletaria » en réalisant « l'unité des révolutionnaires ». La LCR, Révolution !, la GOP célébrèrent, elles-aussi, le « gouvernement des gauches » italiennes, ajoutant qu'en France aussi les révolutionnaires doivent faire l'unité en fonction des échéances électorales proches, « dans la perspective de chasser le gouvernement Giscard-Chirac. »

Société Européenne de Propulsion Bordeaux

FORCE DE FRAPPE ET CHASSE AUX SORCIERES

De la mi-avril à la mi-mai, les travailleurs de la SEP avaient mené la lutte contre le licenciement d'un délégué CFDT, membre du Comité d'hygiène et sécurité. Cette lutte avait pris pendant près de trois semaines la forme d'une grève générale illimitée. Puis le travail avait repris sans incident. Mais, brutalement, le 31 mai, la direction annonce 5 licenciements et 15 avertissements. Toutes ces sanctions sont prises pour tentatives « d'entrave à la liberté du travail ». La direction frappe fort et pour des raisons qu'elle voudrait faire croire professionnelles.

Les sections CGT et CFDT de la SEP Bordeaux ont écrit à la presse pour dénoncer le scandale de cette « chasse aux sorcières » déguisée.

La Société européenne de propulsion met en œuvre des « ensembles propulsifs » servant à la force de frappe et au lanceur européen « Ariane ». L'Etat est son principal client. C'est une entreprise privée dont la majorité des actionnaires sont des entreprises nationalisées (SNIAS, SNECMA, Poudrière nationale). Le principal ministère de tutelle se trouve être le ministère des Armées qui a détaché 4 ingénieurs militaires et officiers de haut rang à la direction de la SEP.

A ce triple titre de client prépondérant, d'actionnaire majoritaire et de supérieur hiérarchique du PDG, c'est le ministère des Armées qui a imposé les mesures prises à la SEP et qui peut donc en imposer l'abrogation.

Le 12 avril, et pour des motifs qui apparaissent légers, même à l'Inspection départementale du travail, un travailleur du centre du Haillan (Bordeaux) apprend qu'une procédure de licenciement est engagée contre lui. L'ensemble des travailleurs consultés

estime que le recours à la grève s'impose. L'intersyndicale CGT-CFDT-FO décide d'appeler à la grève selon les modalités décidées démocratiquement chaque jour par les grévistes.

Le conflit cristallise un malaise ancien chez les ingénieurs et techniciens : l'organisation et les méthodes de direction doivent être repensées. Le 26 avril, la grève est totale et durera jusqu'au 11 mai, malgré les provocations de la direction : intervention de la gendarmerie, grévistes bousculés par une camionnette, et négociations sur le thème : « Moi, je pars en week-end, à lundi » !

Le 12 mai, devant l'impossibilité totale de développer la situation et l'obstination de la direction à refuser toute conciliation, les travailleurs reprennent le travail sans aucun incident.

Où s'arrêtera la répression ?

Brusquement, le 31 mai, le PDG annonce les sanctions : 5 licenciements et 15 derniers avertissements avant licenciements, pour des « tentatives d'entrave à la liberté du travail ». La direction de la SEP étaye ses motifs sur le

rapport des huissiers qu'elle a payés tout au long de la grève et à l'aide des rapports qu'elle a fait écrire par certains salariés dans des circonstances « curieuses ».

Les mesures prises visent trois représentants CFDT élus, un ancien délégué CFDT, un jeune cadre pour les licenciements et 13 adhérents CFDT dont 11 élus et un élu FO pour les avertissements.

La SEP veut anéantir la section CFDT majoritaire aux élections professionnelles. Elle veut aussi montrer aux cadres (trois sanctionnés) que cette catégorie de personnel doit « choisir son camp ». Veut-elle ainsi préparer le terrain pour des licenciements plus massifs ? Veut-elle en fomentant des troubles entraîner des retards de livraison et aider ainsi la réintégration au sein de l'OTAN ? demandent dans leur lettre les sections CFDT et CGT.

Non contente de ces mesures disciplinaires, la direction de la SEP tente des actions en justice pénale pour les mêmes motifs.

Les travailleurs de la SEP et leurs organisations réclament l'abrogation totale des sanctions et utiliseront tous les moyens dont ils disposent pour y parvenir.

Correspondant

Demain, procès des femmes de Tréfinmétaux à Saint-Nazaire.

DOUZE FEMMES EN COLERE

25 avril 1975, depuis 8 semaines les travailleurs et les travailleuses de Tréfinmétaux Couëron, dans la banlieue nantaise sont en lutte. Acculée la direction abat ses dernières cartes tentant de faire pression par lettre sur les familles des grévistes. La réponse est rapide : un certain nombre de femmes décide d'avoir une entrevue avec le directeur, question de lui montrer qu'elles sont solidaires, non seulement de leur mari, mais du combat de toutes et tous les travailleurs de Tréfin, et qu'elles sont et resteront à leur côté jusqu'à satisfaction de leurs revendications. C'est pour cette entrevue de 2 h30 que le directeur a porté plainte pour séquestration ; l'entreprise Tréfinmétaux se portant partie civile et que 12 femmes sont traduites devant le tribunal jeudi 17 juin à St Nazaire.

Depuis plusieurs semaines, impulsé par le syndicat CGT de l'entreprise, syndicat

unique, autour de ces 12 femmes, un mouvement de solidarité grandit. Après une conférence de presse, un premier rassemblement organisé à Couëron même, jeudi dernier 10 juin, par les organisations locales, CGT, UL-CGT, UL-CFDT, Paysans-Travailleurs, FDSEA, ASF (Association familiale), JOC, PCF, PS, PSU, OCR, UFF, rassemblait 300 personnes environ. Des centaines de pétitions recueillant des milliers de signatures circulent dans les entreprises et les marchés. De nombreuses motions et télégrammes de solidarité affluent chaque jour au syndicat CGT de Tréfinmétaux et au tribunal de St Nazaire avec une même exigence : « Acquitez les 12 femmes ! » Le jour du procès, qui doit être un temps fort de cette mobilisation, un rassemblement est organisé devant le tribunal de St Nazaire, jeudi à 14 H.

Correspondant

RENAULT

LA CGT EN DIFFICULTE

La CGT perdant des voix à Renault ! Les résultats des dernières élections professionnelles ont suscité dans la grande presse une avalanche de commentaires qui n'ont pas été toujours exempts d'impressionnisme. De son côté, Séguy a expliqué à la télé que (sans surestimer l'évènement) ces chiffres étaient une façon pour les travailleurs de faire tinter une « petite sonnette » d'avertissement aux oreilles de leurs dirigeants syndicaux...

Ces résultats doivent être analysés en détail. Aujourd'hui, nous verrons ce qu'ils signifient sur les rapports entre les travailleurs et la CGT, et les différences entre les diverses usines de la Régie.

Demain nous reviendrons sur la tactique développée par les militants révolutionnaires à Flins, lors des élections professionnelles.

Baisse de 10 % à Flins, de 20 % dans le deuxième collège de Cléon : la CGT Renault a cru bon de publier un communiqué pour rappeler qu'elle n'avait perdu que 4 % en comptabilisant les résultats de l'ensemble des usines du groupe. Mais même cet écart est tout à fait significatif, compte tenu des variations habituellement observées dans ce genre d'élection.

Une baisse générale de la CGT à Renault

L'image de la Régie Renault comme entreprise pilote en matière de progrès social est des plus défraîchies. Les faits, ce sont la détérioration du pouvoir d'achat, l'aggravation des conditions de travail et la répression contre les travailleurs combattifs.

Face à cette situation, la direction de la CGT mène une véritable politique d'autruche ; elle continue à expliquer que les luttes des travailleurs s'inscrivent dans la volonté de voir Renault demeurer le premier constructeur français face à la concurrence de Peugeot-Citroën ; elle baptise « grands succès revendicatifs » les aumônes que consentent

les patrons de la Régie à la fin de multiples grèves catégorielles ; elle préserve ses positions aux Comités d'Entreprise qui, compte tenu de la dimension de la Régie, apparaissent comme un service administratif de plus, gérant notamment les cantines et les activités culturelles.

Cette politique prouve de plus en plus son inefficacité par rapport aux attaques portées par la direction de la Régie contre les travailleurs. La majorité absolue dont dispose la CGT parmi les travailleurs de Renault (60 % sur l'ensemble du groupe) interdit le recours à des arguments — alibis faisant reporter la responsabilité des échecs revendicatifs sur la division syndicale ou les capitulations des autres.

Voilà ce qui explique fondamentalement la baisse générale des voix obtenues par la CGT à Renault. Mais cette explication ne signifie pas que le constat de l'inefficacité de la tactique des luttes proposée par la direction de la CGT débouche sur la compréhension de ce que pourrait être une tactique de lutte efficace. Autant il est possible de fournir des raisons générales à l'érosion de la CGT Renault, autant les gains des autres syndicats, et notamment de la CFDT, ne peuvent trouver que des explications différenciées.

● Ainsi à Cléon, les progrès de la CFDT s'inscrivent dans une recomposition du mouvement ouvrier observable sur toute la Haute Normandie : dans la plupart des bastions de cette région, la CFDT progresse très sensiblement aussi bien en termes de militants que d'influence mesurée par les élections professionnelles. A Cléon, ce phénomène se conjugue avec le renforcement du PS autour des usines d'Elbeuf, la ville principale de cette zone industrielle. Et c'est pourquoi les mouvements de voix observés à Cléon sont encore plus sensibles dans le deuxième collège que dans le premier collège.

● A Flins, la situation est différente et exige de surcroît une discussion sur la nature de l'intervention des militants révolutionnaires.

Les élections de Flins ne se sont pas déroulées dans un ciel serein : la période précédente avait été marquée par le congrès du syndicat CGT. Au cours de ce congrès, pour la première fois, une opposition est apparue, défendant notamment la nécessité de lutter pour trois cents francs pour tous. Cette opposition réunit jusqu'à 40 % des délégués, ce qui constitue un fait exceptionnel dans un bastion de la métallurgie.

La direction de la CGT-Flins riposta bureaucratiquement : ex-



clusion de tous les oppositionnels de tout poste de responsabilité à l'intérieur du syndicat, dénonciation publique après le congrès des oppositionnels comme étant des gauchistes nuisibles pour le syndicat. Le PCF en rajouta dans sa feuille, reprenant les « bonnes manières » des années 69-70 pour dénoncer pêle-mêle Krivine, Geismar et un ancien mao établi aujourd'hui rangé de la vie militante pour les accuser d'être tous payés par des banquiers.

Les oppositionnels écartés

Dans la foulée de ces manœuvres bureaucratiques, tous les oppositionnels furent écartés, un mois plus tard, des listes de candidats délégués aux élections professionnelles. La majorité de ces éliminés étaient des militants de Lutte Ouvrière qui sont alors apparus publiquement sur l'usine. Lutte Ouvrière utilisa la tactique déjà pratiquée dans maintes entreprises, et à Paris-Rhône (Lyon) tout récemment : des pétitions furent signées parmi les syndiqués et les non-syndiqués pour approuver les candidats éliminés dans leur décision de se présenter aux élections professionnelles. Ces camarades, par voie de tracts portant leur photo-

graphie, appelèrent à l'abstention pour pouvoir se présenter au deuxième tour sur une liste autonome. La feuille Lutte Ouvrière soutint leur position.

Les 2 000 voix perdues par la CGT s'expliquèrent donc directement par la pratique bureaucratique de la direction du syndicat. Ces deux mille voix perdues se répartissent moitié-moitié en abstentions et en gains de la CFDT. Ces gains de la CFDT doivent aussi se rapporter à la pratique que l'on ne saurait identifier à celle de la majorité des syndicats CFDT, et qui, tout en étant hétérogène, est animée par quelques militants lutte de classe.

● A Billancourt, en février, les gains et pertes de la CGT et de la CFDT ont été beaucoup plus réduits. Mais les travailleurs ont utilisé la possibilité légale qui leur est offerte de rayer ceux des candidats qui ne leur conviennent pas. C'est ainsi, que deux secrétaires du syndicat CGT Ouvriers comme le responsable du syndicat CGT employés n'ont pas été élus à cause d'un nombre important de ratures. Ce phénomène a encore été plus marqué dans l'un des départements de l'usine où la direction de la CGT a brisé ouverte-

(suite demain)

Métallos La Rochelle

Reprise du travail, mais...

LE TRAVAIL NE LES A PAS REPRIS

Après plus de 7 semaines de grève, les métallos rochelais ont fini par répondre « oui » à la question posée par les directions syndicales « Etes-vous d'accord pour rentrer dans vos entreprises et pour continuer la lutte sous d'autres formes ? ». Ce vote s'est déroulé entreprise par entreprise. Plus de 40 % des métallos s'étaient, eux, prononcés pour la poursuite de la grève totale.

La grève de la métallurgie rochelaise a été exceptionnelle à plus d'un titre. D'abord par son caractère massif : neuf boîtes en lutte, sur une plate-forme unitaire. 5 000 métallos concernés. On n'avait pas vu cela depuis des années. Mais aussi, et c'est là un aspect moins connu, par ce qui s'est passé après le vote majoritaire de la reprise du travail.

Au son du tam-tam

A la Semat, les débrayages sont d'une telle ampleur que le patron en a pris prétexte pour fermer la boîte. A l'Alstom, reprise très difficile avec grèves sauvages. Aux chantiers navals (ACRP), la lutte continue effectivement sous d'autres formes ! Un quart d'heure de tam-tam toutes les heures. Quand un travailleur va pisser, tout le monde l'accompagne aux toilettes.

Une question se pose : pourquoi une telle grève ? Comme toujours en pareil cas les patrons ont leur explication. Pour eux le mouvement a été « parachuté », décidé brutalement par les directions syndicales. En fait la raison est bien plus simple. Les salaires des métallos de La Rochelle sont parmi les plus bas de France (30 % au dessous de Nantes). Sans compter qu'une grève parachutée qui dure 7 semaines... Aux chantiers navals de l'ACRP, un P1 après 10 ans de carrière gagne 1700 F par mois, un P3 après 15 ans, 2010 F. A la CIT-Alcatel, un P1 avec boni touche 18 00 F. A la Stima, on arrive à 1800 F pour plus de 42 heures par semaine. Voilà des chiffres qui se passent de commentaires.

Mais les patrons avaient décidé d'opposer un mur aux revendications ouvrières et en particulier à l'exigence des 150 F pour tous. Seul le patron de la Tasker, une entreprise relativement marginale, cédera début mai, après quelques jours de grève. Cette volonté a été appuyée avec beaucoup d'empressement par le gouvernement, lequel a mis ses flics à la disposition de la CIT-Alcatel pendant plus d'une semaine. Une semaine d'occupation militaire des lieux avec poursuite des grévistes jusque dans le quartier de Port-Neuf.

Un soutien très large

Devant cette collusion, le soutien financier fut la manifestation concrète de la solidarité ouvrière. Dans plusieurs établissements scolaires, le principe de la journée de salaire fut retenu. Les enseignants du CES Missy se sont même mis en grève reconductible pendant quelques jours...

Durant toute la grève, les déclarations des responsables locaux des radicaux de gauche ne manquèrent pas de sel. J. Moinet, président du Conseil Général, déclara aux syndicalistes CGT venus l'interroger : « Cinq semaines ont passé. Aux uns et aux autres dois-je rappeler la formule célèbre de bon sens : il faut savoir terminer une grève ? » Le P.S. condamna plus nettement l'emploi des forces de l'ordre, mais quand l'adjoint au Maire Omagnon, reçut la délégation des jaunes de la CIT, parmi lesquels des membres de la CFT, il se plaça lui aussi au dessus des deux parties, jouant les conciliateurs. Quant au PCF, il faut reconnaître que

ses militants jouèrent un rôle évident dans la grève. Mais les formes d'action très dures des grévistes inquiétèrent les dirigeants locaux qui proposèrent comme seule perspective l'adhésion au PCF.

Qui décide

De plus il faut parler de certaines faiblesses. Car on ne peut dire qu'il se soit agi d'une grève réellement prise en charge. Peu de popularisation sur la ville. Quelques diffusions sans grande ampleur, alors même qu'un grand nombre d'ouvriers étaient dans l'inaction la plus totale.

La conduite de la lutte n'a pas toujours été maîtrisée. Une intervention d'un responsable syndical pose bien le problème : « Camarades, les responsables syndicaux vont se réunir pour réfléchir, ensuite on fera une assemblée générale pour dire ce qu'on a décidé ». Un tel fonctionnement explique que la participation aux AG ne soit pas apparue comme indispensable à la grande masse des travailleurs. Si c'est seulement pour entendre des décisions, il suffit de demander à quelqu'un qui y sera allé.

Pour les mêmes raisons, les divergences CGT-CFDT ont circulé en coulisses, sans jamais être discutées devant les travailleurs. Ainsi les assemblées générales centrales non souveraines, faute de n'être pas prolongées au niveau des boîtes des ateliers, n'ont pu jouer tout leur rôle. Les travailleurs combattifs ont poussé et non débordé les directions syndicales. Ces travailleurs combattifs, ce sont ceux qui continuent aujourd'hui la lutte à l'intérieur des entreprises.

Correspondant

LA TOUR INFERNALE

C'est le titre du tract distribué par les travailleurs de la tour Paris-Lyon pour appeler à leur assemblée générale de mardi matin. Il est signé par les sections CFDT du FAS, de la RATP, de l'UGAP et de la SNPE et par les sections CGT de la RATP et de la SNPE, ainsi que par la CFTC et les délégués du personnel de l'UGAP (1). Toutes ces entreprises sont concernées par les conditions d'insécurité et d'inconfort qui règnent dans les bureaux de cette tour.

A l'assemblée générale, ils sont tous là pour décider de l'action que nécessite la situation. En effet, les conditions déjà normalement inconfortables (cette tour n'avait même pas reçu l'homologation), sont aggravées du fait de l'explosion de deux moteurs qui font fonctionner la climatisation et le système de sécurité. Il y eu des dizaines d'évanouissements dans des bureaux dont la température tourne autour de 36°, et où on ne peut ouvrir les fenêtres.

La direction leur a proposé de travailler à mi-temps, mais il est aussi pénible de vivre sans respirer pendant 4 heures que pendant 8 heures, aussi les travailleurs réclament-ils, pour leur part, un arrêt complet du travail, sans perte de salaire ni avantages, pour toute la durée des réparations. C'est sur cette base, acceptée à l'unanimité à mains levées par l'AG qu'ils sont montés en délégations voir les directions concernées.

S.G.

(1) Ces organisations ont publié un communiqué se félicitant de la présence de 600 personnes à l'AG et rendant compte des décisions prises par les travailleurs.

VEINARDS ! ON SE CROIRAIT AU SAUNA DU CLUB "PRÉSIDENT" !



LMT d'Orvaux : les travailleurs refusent les licenciements des quatre appelés.

La direction de la LMT d'Orvaux avait envoyé une lettre le mois dernier à quatre jeunes ouvriers de cette entreprise qui terminaient leur temps de service pour les avertir de son refus de les réembaucher sous prétexte qu'il y aurait eu rupture de contrat ; une telle décision violait l'accord national du 9 juillet 1974 précisant que celui-ci n'était qu'une suspension pendant la durée légale. A l'appel des sections syndicales CGT et CFDT les travailleurs de l'entreprise ont manifesté leur désapprobation et des démarches ont été effectuées auprès de l'inspection du travail, qui se sont traduites par la proposition dans un premier temps de la réintégration des quatre camarades.

Correspondant

Lundi soir, au foyer Sonacotra de Champigny, devait avoir lieu une assemblée générale en présence du délégué portugais. Ce délégué, menacé d'expulsion et recherché par la police, avait été obligé de ne pas rester au foyer. Les flics ont eu vent de l'affaire, et ils en ont profité pour lancer une vaste opération de bouclage du quartier à partir de 10 heures du soir. Alors que depuis le 10 avril il n'y avait pratiquement plus de présence policière, ils sont venus en force, sans toutefois rentrer dans le foyer. Une démarche du maire (PCF) a eu lieu au commissariat. La police a confirmé que c'est bien pour le délégué qu'elle était venue, mais qu'elle n'avait pas réussi à mettre la main dessus. Cette opération policière montre bien par quels moyens la direction Sonacotra essaie de rétablir « l'ordre » dans les foyers.

Correspondant

Après le 37ème congrès de la CFDT LES COURANTS MINORITAIRES

Michel Rolant, membre de la Commission Exécutive de la CFDT a mis en cause la semaine dernière dans une interview les courants minoritaires tels qu'ils se sont manifestés lors du 37ème Congrès. Il a relevé la présence d'un courant « sans tradition syndicale » qui seait lié aux organisations révolutionnaires (de l'ordre de 18 à 22%) (Edmond Maire les avait qualifiés de Coucou), puis a décerné le gentil label d'anarcho-syndicaliste aux six organisations signataires d'un texte de contribution.

Il est certain que le texte des Six est un texte de compromis entre des structures syndicales qui ne partagent pas sur tous les points la même conception de la pratique syndicale. C'est ainsi que les Six étaient d'accord pour réaffirmer la nécessité de l'unification des luttes, leur texte ne dit pas mot des comités de grève alors que les Fédérations Banque et Santé signataires, en sont les partisans déclarés. De même, le texte ne dit rien de précis sur le Programme Commun, alors que tous les militants CFDT savent que la Région Rhone-Alpes et son secrétaire, Pierre Héritier, y sont favorables.

Autour de la défiance à la direction Maire et à sa pratique (le raliement à Mitterrand, l'opération des Assises) se sont donc rassemblés plusieurs courants. Celui représenté par la Région Rhone-Alpes dont les références viennent d'être indiquées et qui s'est notamment battu pour que soit affirmée l'hégémonie des travailleurs dans la transition au socialisme. Ce courant partage cependant avec la direction Maire une conception de la transition, articulant l'action de la Gauche par en haut et l'action par en bas « sans affrontement destructeur ».

Un autre, que l'on peut qualifier de « syndicaliste révolutionnaire » (sans que pour autant il rejette les partis politiques) se prononce pour l'autogestion des luttes, et même pour les conseils ouvriers. Il est notamment apparu à travers les interventions des représentants des syndicats des Deux-Sèvres ou de la Fédération Hacuitex. Regrettons au passage que certaines structures syndicales telles l'Union régionale Basse-Normandie ou la Franche-Comté ne soient pas intervenues : pourtant les Lips auraient eu bien des choses à nous apprendre sur la question du contrôle ouvrier malheureusement absente du débat.

Et les Coucou, ces extérieurs professionnels ? Eh

Les tentations de la majorité

Cela dit, les « 18 à 22 % » de militants syndicaux dont parle M. Rolant ont eux tout à fait l'impression de construire autant que les autres le nid CFDT et s'y sentent chez eux. Ils refusent qu'on les traite d'usurpateurs.

Maintenant on peut se demander si devant l'ampleur du courant critique, la direction de la CFDT ne sera pas tentée de maintenir ses positions à coups de mesures administratives : par la mise en cause des formes d'expression des divers courants (la tribune libre de Syndicalisme-Hebdo sera-t-elle remise en cause ?). De même on peut se demander où veut en venir M. Rolant quand il dénonce la « politisation » du congrès. D'abord ce genre de discours ne manque pas d'un certain humour alors que la

bien Edmond Maire sera bien en peine de faire porter cette étiquette qu'il veut infamante à quelque syndicat que ce soit. Car ce sont les thèmes avancés par l'extrême-gauche depuis de longues années qui ont fait de larges progrès (autogestion des luttes, AG et comités de grève, conseils ouvriers, augmentations uniformes, centralisation des luttes, liaison de celles-ci et des débouchés politiques, etc.) et on ne sait trop quelle sombre manipulation du syndicat.

Si ces différents courants sont retrouvés sur certains amendements, les résultats des votes ont montré que la frontière entre eux était très souple, démontant l'analyse de Michel Rolant ; car il s'agit bien de courants syndicaux et non de courants importés de l'extérieur.

Il n'est cependant pas apparu d'alternative claire aux propositions de la direction (il faut dire que la résolution générale, très « intellectuelle » et le choix des amendements par le Bureau national ne le permettait que difficilement). Et cette question de la démocratie ou la retrouvait au niveau de l'élection des directions.

Michel Rolant se plaint encore de ce que les minoritaires aient voté pour des listes bloquées, éliminant presque des représentants de grosses fédérations (Métallurgie...). Il y a là un problème : il serait, en effet dangereux que celles-ci ne soient pas représentées dans les instances nationales. Mais il faut y voir le résultat du mode de scrutin : le vote sur des noms, séparé du vote sur des orientations.

La meilleure façon d'éviter ce genre de mésaventures est la stricte application du fédéralisme et l'acceptation, au moment du congrès, que se cristallisent des courants, des tendances (qui existent déjà de fait) reposant non sur des individus mais sur les structures syndicales : cela permettrait de combiner la représentation des structures et des courants de pensée et éviterait toutes les manœuvres électorales.

Joseph Cabrol

Des jeans par millions

QUAND LE COSTARD CRAQUE AUX COUTURES...

L'évolution sociale ne se mesure pas toujours le mieux à l'aune des statistiques ministérielles. Il en est d'autres qui sont beaucoup plus parlantes. Celle-ci par exemple dans un récent article, le *Financial Times* de Londres indique que, dans la période allant de 70 à 74, les marchands de confection des Etats unis ont vendu chaque année de 4 à 5 millions de costumes de moins qu'en 1935, l'année de la grande dépression... Dans un même temps, l'industrie et le commerce du blue-jeans ont connu une ascension vertigineuse. L'an dernier, environ 500 millions de blue-jeans ont été vendus aux USA. Pendant les quinze dernières années, le taux de croissance moyen du commerce des blue-jeans a été, toujours aux Etats Unis, d'un peu plus de 15 %... et cela augmente. L'Europe a été touchée par le boom du blue-jeans avec quelque retard sur le nouveau monde, mais c'est pour se rattraper en beauté aujourd'hui : en 1962, le chiffre de ventes tournait autour de 10 millions de francs, il est passé à 40 millions en 66 pour atteindre plus de 500 millions il y a trois ans... Et cela ne semble pas prêt de finir ; avec celle du blue-jeans se développe l'expansion de tout style d'habillement, chemises, tea-shirts... dont les mêmes fabricants sont bénéficiaires... Levi Strauss, le père et le géant de cette industrie (500 millions de jeans vendus de par le monde en 75), Wrangler, et quelques 60 autres firmes, presque toutes américaines.

Un signe

Cela, c'est pour le big business. Mais au-delà des profits juteux, il y a un phénomène de société que les chiffres ne font que suggérer. La force formidable du jeans, comme le note le *Financial Times*, c'est d'être *classless*, d'abolir les différences entre les classes dont le vêtement est habituellement un signe. Et d'abolir d'autres différences encore : différences d'âge, de sexe. Mais il y a là plus la manifestation d'un succès, une résultante qu'une explication. Ce qu'il faut expliquer, c'est précisément ce besoin et la fonction du vêtement qui traverse les classes, renverse les barrières entre les sexes et les générations... Il faut d'ailleurs prendre garde au maintien de certaines distinctions : pour moi, comme pour des centaines de millions de mes semblables, le jeans est le vêtement de tous les jours et de toutes les situations, au point que l'on chercherait en vain un seul pantalon à pli dans ma garde-robe.

Pour mon père, c'est le vêtement après-travail qui ne se substitue au costard que dans les moments vraiment privés ou vacanciers... La nuance est quand même de taille. De même, le jeans a été récupéré et détourné non seulement par certains industriels de la confection, mais même par des couturiers bien parisiens sous une forme plus soignée (réapparition du pli et de l'ensemble veste-pantalon) à l'usage de la nouvelle petite bourgeoisie et des travailleurs des bureaux... ça fait pas débraillé, mais ça reste jeune, sportif dans le coupe, la matière et les couleurs...

En pull over

Malgré tout, la force du jeans vient de ce qu'il est en prise sur une mutation sociale surgie des profondeurs de la crise du capitalisme : crise des rôles sociaux notamment, et de la hiérarchie de ces rôles, le procès de travail capitaliste assi-

gnant à chacun sa place, et la vêtue désignant d'emblée cette place avec infiniment de précision : bleu de chauffe et béret à Billancourt, costard fil à fil dans les ministères et les conseils d'administration, pour ne pas parler des chapeaux melons de la City de Londres. La crise de ses rôles est aussi sa crise vestimentaire : l'instituteur tombe la veste et la cravate, Giscard, ministre des finances, apparaît en pull Rodier à la tétoche, et la jeunesse dans son ensemble arbore l'uni forme désinvolte de sa défiance vis à vis du vieux monde... Du coup, les cartes se trouvent brouillées, le signe vestimentaire se met à bafouiller ferme, le tout naturellement sur fond de révolution industrielle dans le vêtement : introduction des synthétiques, nouveaux procédés de fabrication, etc.

Le jeans est comme le symbole d'une sorte de révolution dans l'ordre du vêtement. Il abolit la distinction entre vêtement de travail et de sortie, s'intègre dans toutes les situations de la vie sociale. Il est un autre rapport de l'individu à sa vêtue : totalement désacralisé, sécularisé, éphémère. On en change souvent, son prix le permet. Le soir, on le jette en paquet au pied de son lit et le matin il n'en est pas plus mal pour autant. Il est solide, d'un entretien aisé. Sous nos latitudes, il se porte hiver comme été. Un pur bien consommable, qui traverse les classes, les saisons, les âges, les sexes. Usé, on le jette, pas de problème, comme une montre Kelton à 50 francs ou un rasoir bic en plastique. Usagé, blanchi, il n'en a que plus de prix sentimental pour celui qui le porte. Il y a là l'expression multiforme de rapports sociaux qui changent ; par exemple, à l'époque où éclatent les relations familiales et où le mouvement d'émancipation des femmes balance les fers à repasser par la fenêtre, si le jeans n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer...

Des millions...

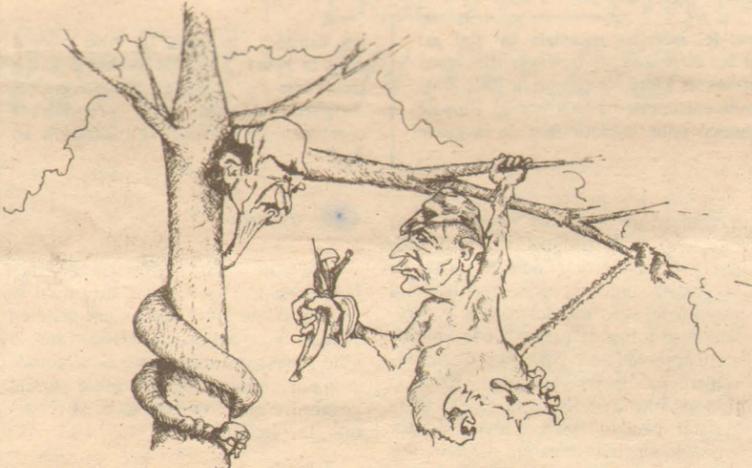
Vêtement passe-partout, comme l'uniforme des chinois populaires ? Pas exactement : des formes, des coupes, des couleurs de jeans, il y en a des milliers. C'est même l'une des ficelles de la relance perpétuelle de sa consommation : on change la forme ou l'emplacement des poches, on lance un nouveau coloris, et c'est reparti ! Nouvelle figure du vêtement, le jeans demeure donc, sous ses aspects, totalement démocratiques de produit de grande série fortement individualisé. On le choisit, on le cultote avec soin comme une pipe, on l'aime. Derrière la massification contemporaine, le nouvel individualisme y trouve son compte...

Le jeans est la crise vivante, multiple, de la vêtue de classe. Non qu'il abolisse définitivement cette dernière. Mais il la subvertit, il la ridiculise. Bien sûr, le capital et ses levi-strauss y trouve son compte. Comme à toute forme de contestation qui s'inscrit dans l'ordre de la consommation sociale. Mais l'idéologie dominante elle, sous sa forme la plus invisible, en prend comme un coup dans l'aile.

Bien sûr, l'accession au communisme ne se définit pas comme l'abolition du costard-cravate. Derrière ou dans l'idéologie jeune-relaxe du jeans, il y a aussi plus d'un nouveau piège de l'idéologie dominante. Le même problème se retrouve au niveau de la crise des loisirs, de la consommation alimentaire, etc. Mais, au prochain matin du grand soir, nous serons en jeans, pas en vareuse kakie.

Alain Brossat

CONCOURS DU MEILLEUR DESSIN ANTIMILITARISTE



les premiers dessins commencent à arriver. Des vraiment originaux cette fois. Nous en publions un aujourd'hui. Malheureusement son auteur ne nous signale ni son nom, ni son adresse... C'est ennuyeux pour la petite récompense. A vos crayons camarades : outre le plaisir de régler des comptes avec l'armée, il y a des abonnements d'été à gagner.

Feuilleton par Bernard Vergnes

UNE JEUNESSE AU CREMATOIRE

La jeunesse. Enfermée. A l'école, au travail, dans les queues d'agence pour l'emploi... En fuite. Par la délinquance, la drogue, les loisirs sordides du samedi soir, les communautés... Hier c'était l'école avec Benoît et Sylvie, la salle de classe et le vidage du bahut comme conclusion. (cf Rouge du n°70 au n°74). Aujourd'hui c'est le travail, avec Philippe, employé dans un grand supermarché.

« Chabot ! C'est à cette heure là que l'on se lève ?... »

Pointé, c'est le cas de le dire... Non seulement la machine aura marqué une demi-heure de moins, mais le chef va me faire foutre un avertissement : j'ai gagné ma journée, moi. Et puis cette manie de m'appeler « Chabot »... Je m'appelle Philippe, du con. Résumons-nous : le chef est con, et mon boulot est super con.

T'as qu'à voir : la vie est belle quoi. Caddie-boy. Mon boulot.

A Inno BJ ou ailleurs, peu importe : c'est partout pareil.

9h : j'arrive... ou à 9h et demi, comme aujourd'hui, mais c'est plutôt rare, heureusement pour ma fiche de paye...

Réassortiment : Des chariots pleins de bouffe, pleins du même truc ; des boîtes de biscuits, des boîtes de choucroute, des boîtes de Kleenex (non, ça ne se mange pas), des boîtes de pâté, de sardines, etc... etc... Puis t'as un machin : un bidule en forme de pistolet, ou de pince, comme tu veux qui crache des étiquettes auto-collantes...

Tu prends la boîte ; Chouic, tac ; tu la fous étiquetée dans le rayon. Jusqu'à 10 heures.

Ta ta ra ta ta ! Ouverture du magasin !

Comme la bouffe est au premier étage, on voit personne pendant un moment... puis hop, ça y est : la première tronche apparaît en haut de l'escalier roulant.

« Le rayon quincaillerie s'il vous plaît... »

« Au fond à droite... »

Là, je traîne un peu, histoire de jouer des derniers instants de répit... je dégotte un caddie qui traîne, je le range... je le sors... je le range... et... TOP ! Le premier client ! Il a déjà remplis un caddie de bouffe, payé à la caisse et parcouru l'étage jusqu'à l'escalier roulant.

Là, il hésite... Sûrement la première fois qu'il vient ici... Sûrement en train de se demander comment il va faire pour descendre avec le caddie... Alors moi, là, j'arrive... vachement supérieur.

« Par ici, monsieur, s'il vous plaît... »

Regarde bien l'opération, je la fais 7 heures par jour : je prens le caddie, donc. A côté de l'escalator, il y a une chaîne qui descend. Sur la chaîne il y a des espèces de pinces.

Je pousse le caddie au dessus de la chaîne et j'attends. Clac. Une barre située sous le caddie est saisie par une pince, et hop, je lâche et je surveille jusqu'à l'arrivée en bas. Eh bien, dis toi que je n'arrêterai de faire ça que pour bouffer, et pour aller dormir.

On est quatre, Patrick, Gisèle, Monsieur Burdat et moi.

Patrick et Gisèle, ils font les caisses : ranger les caddies laissés aux caisses, devant ou derrière (le plus souvent). Ça leur fait presque plus de travail qu'à moi, mais c'est plus varié ; et puis ça leur permet d'aller se ballader un peu dans les rayons, du fait qu'ils doivent aussi récupérer les caddies laissés en plan dans l'alimentation.

Monsieur Burdat, lui, s'occupe du rez-de-chaussée et du tro ttoir : les clients peuvent emmener le caddie jusqu'à leur voiture... Alors autant te dire qu'il en retrouve jusque sur le Pont-Neuf ! Et puis hier, j'ai eu une idée super : on devrait changer de poste ! Par exemple toutes les deux heures, on change. Ça serait moins chiant.

Bon, crac : Monsieur Burdat est pas d'accord ; il a ses petites habitudes ; et puis surtout le rez-de-chaussée, c'est plus chouette qu'au premier ; t'as les fringues, les disques, les bouquins... Tant pis, on ne tournera qu'au premier.

« Allez ! Chiche qu'on en parle au chef à la sortie, ce soir... ? »

Chiche. Chiche de la faire, ou chiche, le chef ?

l'homme des casernes

QUATORZE MILITAIRES BLESSES PRES D'APT

14 militaires ont été blessés, dont deux grièvement, dans un accident de la route qui s'est produit lundi matin à Goult, près d'Apt (Vaucluse). Le camion qui les transportait s'est renversé.

ANTI-MILITARISTES PAS FRANÇAIS

On sait que le film « La cigogne en rogne », tourné par le comité de soldats de la base aérienne de Tours ne connaît pas une diffusion facile. Récemment, le CAM de St Lô a demandé une salle municipale pour organiser une projection-débat autour de ce film. Refus. Les explications, on les trouve dans le compte-rendu de la réunion du conseil municipal chargé d'examiner la demande du CAM, elles valent leur pesant de crapulière. « Ces gens là, explique un certain Dr Moreau, veulent faire la loi à St Lô. Il s'agit de jeunes à cheveux longs que l'on trouve chaque samedi sur le marché en train de diffuser des tracts. S'ils devaient être au pouvoir un jour, ils priveraient le pays de liberté ». « Leur donner une salle, c'est être leurs complices ». A ces idées de plomb, un conseiller objecte : « Que l'on soit d'accord ou pas avec eux, il s'agit de français à part entière. Ils ont droit d'expression ». Une réponse simple, coupante lui est opposée : « Des français, c'est pas sûr ». Conclusion : salle refusée. Le CAM de St Lô, cet apatride, entend bien ne pas en rester là dans sa bataille pour la liberté d'expression.

LA POPULATION DU VAL DE MARNE

PASSE A L'ENNEMI

De bien curieuses manœuvres que celles auxquelles viennent de participer les soldats du 5^oRI de Frileuse. Pendant 8 jours 12 régiments ont eu pour mission de traquer 17 « ennemis », infiltrés dans le Val de Marne. Dix-sept ! Pas un de plus. A croire, disent les soldats, que le pays attaquant était le Lichtenstein ou Monaco. Gendarmes mobiles et CRS participaient à la manœuvre. « Remarquez, à Frileuse, on a l'habitude : ils viennent s'entraîner au bâton le dimanche ! ». Chose plus curieuse encore, le commandement était confié au préfet du Val de Marne, autorité civile et non militaire, en liaison avec le commandant de gendarmerie. Les soldats racontent que « la population était appelée à collaborer (le vilain mot) au maximum avec les forces qui quadrillaient la région. C'est-à-dire qu'il fallait signaler tout mouvement suspect en téléphonant aux gendarmes. Malheureusement pour le succès de l'opération, les gens ont planqué les 17, et c'est toute cette population qui est devenue suspecte ».

Voilà les intéressantes informations qu'on trouve, parmi bien d'autres, dans le dernier numéro du « GV en colère », bulletin du comité de soldats du 5^oRI, vous vous souvenez le régiment qui a participé au bris de la grève des éboueurs et des postiers en 1974...

Pas MLF pour un sou...

QUAND L'EXPRESS « VEND » DE LA JEUNE FILLE

Une « jolie fille » en photo, qui regarde un homme en souriant : cette semaine l'Express vend de la jeune femme en première page. Les femmes font recette en ce moment, et tout ce qui fait recette intéresse cet hebdomadaire, on le sait. Il s'agit d'une enquête qui porte sur 319 filles de 14 à 18 ans « dont les origines géographiques et sociales reflètent le plus fidèlement possible la population globale. » Les questions portent sur les rapports avec les parents, les études, le travail, les problèmes et perspectives de jeunes-filles. « Les résultats sont très intéressants et fascinants pour les adolescents comme pour les parents. »

Ça commence mal : « dérotants, fascineurs », deux adjectifs accrocheurs qu'on aime utiliser pour parler des femmes, de leur réputée logique incompréhensible et irraisonnée.

On aime...

Les jeunes filles disent s'entendre très bien ou assez bien

avec leurs parents (83 %) même si elles sont en désaccord avec leur mère « parfois » (30,4 %) et leur père « rarement » (23,5 %), ce qui ne fait que refléter l'extériorité du père qui intervient peu dans les conflits.

Les désaccords portent principalement sur la « liberté » (autorisations de sortie, discipline) et les « conceptions de la vie » (35 %) ; pourtant les filles pensent que les parents les ont préparées à la vie de façon « assez » ou « très » efficace et 42,2 % disent qu'après leur majorité elles habiteront chez leurs parents.

« Parents, on vous aime » : voici la première révélation « dérotante et fascinante ! Quelle spectaculaire révélation ! Tout ceci ressemble bien à un pétard mouillé... Pourtant, il y avait bien à s'interroger sur ce sondage : 42,2 % des filles pensent continuer à vivre chez leurs parents, mais quel choix ont-elles ?

Se marier, fuir, s'évader d'une famille pour s'enfermer dans une autre ? Certaines le font. Mais si elles s'y refusent ? La cité universitaire pour quelques unes, un studio à 600 F par mois, avec l'en-nui en prime pour quelques autres, qui travaillent et quelques autres.

Restent aussi les FJT aux réglemens draconiens et les foyers prisons (cf. ci-dessous)...

Ironie

Autre ironie du sondage : pour 65,9 % des interrogées, les femmes ont autant de chance que les hommes de réussir professionnellement. Tout pourtant, même les statistiques gouvernementales, prouve le contraire ! Mais quand elles expliquent le métier qu'elles souhaitent, on comprend mieux : éducatrice, assistante sociale, méticultrice sont les premiers métiers au palmarès (13,7 %) puis

hôtesse ou secrétaire (12,7 %) prof ou institutrice (11,6 %), vendeuse ou coiffeuse (10,3 %). Ce n'est qu'en cinquième position qu'apparaît le premier « masculin » - médecin, chirurgien, psychanalyste... (7,7 %).

On comprend bien, dans ce cas, que les filles fassent le métier qu'elles souhaitent puisque c'est leur souhait même qui est le produit de l'éducation sexiste qu'elles ont subie. On n'est pas étonné non plus d'apprendre que « leurs parents, en gras, caressent le même rêve ». Quel rêve !

Tout le sondage est à l'avenant. Il ne fait que montrer combien les jeunes filles ont bien appris leur « métier de femme » avec, bien sûr, des modifications par rapport à la vieille génération : elles veulent toutes travailler et si l'Express titre en gras « 60 % contre le mariage classique » on peut aussi titrer le même sondage « 83 % pour le couple », mariage



ou pas mariage. N'a-t-on pas toujours appris aux femmes que le couple est indispensable à leur épanouissement ?? Pour ses camarades de travail, pour ses amies, une fille qui vit seule est un individu incomplet, à plaindre.

« Parmi les grands problèmes cités, quel est celui qui vous paraît le plus grave ? » La condition féminine arrive en queue de liste (0,3 %) et pourtant, 42,3 % des filles se déclarent prêtes à « agir pour l'égalité des femmes dans le cadre d'un groupement de femmes ». Certaines le font déjà...

Nelly Trainel

SERVICE SOCIAL BRETON ON A MEME DES PERMISSIONS !

Trois jeunes filles parlent du centre d'accueil du Service Social Breton : « X » a été expulsée pour avoir tirée la langue à la lingère. « J'ai eu deux jours pour me tirer, et on m'a renvoyée à 19 heures pour que je ne risque pas de profiter du repas de 19h 45 »

Elle ne savait pas trop où aller « on m'a hébergée à droite et à gauche »... et une autre enchaîne : « Ici tout tourne autour du frig : si au bout de 15 jours tu as pas de boulot, tu es virée ; faut bosser, tant que tu tiens debout, n'importe quel boulot » « moi, reprend X j'étais sténo-dactylo, la dernière place qu'on m'avait trouvée c'était femme de ménage, après, j'avais plus de temps de chercher une place de sténo-dactylo »

Traquées

« J. » vient de se faire vider pour sympathie avec les grévistes, son employeur a été prévenu. Elle insiste sur l'angoisse permanente que tient les filles : « si je perds mon boulot : à la gauche, si je rentre tard le soir : à la porte, si je couche dans la chambre d'une copine, à la porte... les permissions qu'il faut demander, les cartes de repas qu'il faut présenter qu'il faut demander, sinon à rien... les filles se sentent traquées. » Elles donnent l'exemple d'une femme qui a deux jumeaux en nourrice : 1200 de nourrice, 1500 F de salaire, elle ne peut pas payer le foyer (30 % du salaire). « Après on nous dira qu'on ne pousse pas à la prostitution. » Pas de visites !

Les enfants, la direction n'en veut pas : « je serais tellement triste si un enfant s'étouffait dans son lit... ils risqueraient de tomber par la fenêtre. » Argumente la directrice. C'est sans doute pour les mêmes raisons que les enfants n'ont même pas le droit d'aller au rez-de-chaussée. d'ailleurs, bien peu de gens extérieurs ont le droit de rentrer : pas de garçons ; pour les filles, droit de visite, pas trop longtemps, dans le hall d'entrée, d'ailleurs il n'y a pas d'endroit pour recevoir : « la directrice a un salon, on peut le regarder—il y a des portes vitrées— c'est toujours ça ! »

L'heure, c'est l'heure

Restent les contacts entre les filles et avec les éducatrices : « au début on pouvait discuter en bas jusqu'à deux heures du matin, après jusqu'à 23 H, maintenant vers 21 h 30, la directrice explique qu'on est trop fatiguées, que ça nuisait à notre travail, dans les chambres, on ne peut pas discuter ça fait trop de bruit pour les autres ». Les rapports ne sont pas d'emblée chaleureux, il y a une ségrégation entre les filles qui sont au FJT (4°, 5°, 6° étages) et les filles qui résident dans les premiers étages et qui sont au centre d'accueil : « Avant de parler avec toi, une fille demande de quel étage tu es »

La bouffe ? Elle est mauvaise, trop restreinte, et puis il ne s'agit pas d'arriver en retard : il en reste, mais on préfère jeter que de donner aux retardataires. Pour midi, on donne

aux filles un sandwich préparé la veille... « Quand on proteste on nous dit : vous n'êtes pas contentes ? La porte est grande ouverte. » Et pas question d'avoir à manger dans la chambre pour compenser, pas de jus de fruits, même pas de yaourt. La directrice a, de par le règlement intérieur, le droit de visiter les chambres. Quand elles partent, les filles doivent laisser les clés à l'accueil. Si les lits ne sont pas faits à 14h, la directrice fout tout par terre, draps et couvertures. « Je vais travailler à 5 heures du matin, tu parles que j'ai envie de faire mon lit avant de partir ! » explique J.

Certes, ici, ce n'est pas le foyer Pauline Roland : les filles peuvent se parler, elles peuvent rentrer tard, si elles préviennent, on tolère qu'elles ne rentrent pas une nuit, même si le règlement intérieur spécifie que c'est un cas de renvoi. Mais ici aussi, c'est un foyer-prison : pas de droit de visite, pas de chambre à soi (la directrice peut la visiter) pas le droit de recevoir des coups de téléphone (juste des messages). Le règlement poursuit les filles, tout est prévu, tout est codifié. On retrouve la même entreprise d'infantilisation des femmes, qui ont ici entre 18 et 35 ans, mais doivent demander la permission pour chaque chose.

On ne dénoncera jamais assez les foyers-prisons, qui sous prétexte d'aide sociale, soumettent les femmes à un arbitraire, aux menaces, à l'insécurité, au mépris, au racisme.

N.T

Ici l'on n'aime ni les étrangères ni les syndiquées



LES FEMMES MAURICIENNES VONT VOIR MADAME GIROUD

mercredi 10 juin, une délégation des femmes du Mouvement des travailleurs mauriciens s'est rendu au secrétariat à la condition féminine pour dénoncer la triple exploitation qu'elles subissent comme travailleuses, comme immigrés et comme femmes. On leur a répondu par de vagues promesses et on les a renvoyés à Dijoud, ministre des immigrés. La démarche des femmes mauriciens est la preuve que les femmes immigrées luttent aussi, qu'elles ont besoin de solidarité.

Au secrétariat d'Etat à la condition féminine, Madame Françoise Giroud, 72, rue de Varenne Paris 7°

Nous, femmes mauriciennes, nous voyons quotidiennement en face de multiples obstacles : des problèmes de famille, de travail et d'injustice sociale.

Nous sommes défavorisées par des mesures restrictives par rapport à la loi qui autorise le regroupement des familles des travailleurs immigrés en France. Toutes les démarches que nous avons entreprises depuis plus d'un an pour faire venir nos maris ou faire régulariser ceux qui nous ont déjà rejoints ont échoué... Ou bien nos maris devraient encore attendre des années en Ile Maurice, ou bien ils seront obligés de travailler au noir...

Les travailleurs qui veulent faire venir leurs femmes rencontrent moins d'obstacles. Mais dans d'autres, non. Au Havre par exemple se trouve au mois une centaine de femmes mauriciennes qui sont en France depuis des années—même 5 ans—sans pouvoir obtenir la carte de travail. Ces femmes veulent travailler. Elles n'ont aucune difficulté pour trouver du travail comme employées de maison. Elles demandent donc la carte de travail.

Nos enfants en Ile Maurice qui ont dépassés l'âge de 17 ans n'ont aucune possibilité de nous rejoindre, nous demandons une dérogation en faveur de nos enfants âgés de moins de 22 ans.

Nous femmes mauriciennes, sommes en grande majorité des employées de maison. Ce travail n'est pas touché par le chômage, pourtant on refuse à une bonne partie d'entre nous toute régularisation, nous forçant à travailler au noir. Ainsi dans situation grave de surexploitation, nous n'avons même pas le droit de profiter la régularisation partielle des travailleurs mauriciens à travers l'ASEFTA, entre janvier et début mars 1976. Nous demandons donc, en tant que employées de maison notre régularisation.

Les employées de maison mauriciennes, même si celles qui sont en règle, subissent des conditions de travail qui sont tout à fait inadmissibles et inacceptables :

- les heures de travail dépassent souvent la moyenne de 60 heures par semaine;
- les heures supplémentaires ne sont pas payées, ni ajoutées au repos;
- souvent il n'y a aucun repos (Sauf samedi tard dans l'après-midi et le dimanche) et aucun respect des patrons envers notre vie privée;
- souvent les salaires restent au dessous du SMIG(...)

Nous demandons que des mesures soient prises qui obligent les patrons de respecter la convention collective pour les employées de maison.

Beaucoup parmi nous, après avoir travaillées un an sous contrat, veulent avoir accès à d'autres professions. Il y a un préjugé qui dit qu'une mauricienne est faite pour être employée de maison, nous demandons de pouvoir également profiter des possibilités d'une formation.

Nous vous demandons, Madame Giroud, de bien vouloir nous aider par une intervention auprès des autres ministères - le secrétaire à l'immigration, Monsieur Dijoud, le secrétaire à la formation professionnelle, Monsieur Granet ect. - pour que ces problèmes que nous vous avons soumis puissent être résolus.

La Commission femmes du Mouvement des travailleurs mauriciens

des fleurs et des pavés

théâtre

L'aubergiste, à Censier

Attilio Maggiulli a 29 ans. Ancien élève de l'école de mime au Piccolo, théâtre de Milan, il est passé aussi par l'école de Jacques Lecoq à Paris, il a travaillé avec le théâtre de Turin, ainsi qu'au Théâtre du Soleil avec Ariane Mouchkine et à la Comédie Française avec Jean-Paul Roussillon.

En 1973, il fonde la troupe du Piccolo théâtre de Paris, il met en scène *La Mandragore* de Machiavel, en 1974 *La Mochetta* de Rusante, en 1975 *Moby Dick* de H. Melville, en 1976 *Une Loccandiera*, d'après Carlo Goldoni qu'il présente au festival de théâtre populaire à Troyes et actuellement au centre universitaire Censier.

Carlo Goldoni est né à Venise en 1793. Avocat, il abandonne son métier vers la quarantaine pour se consacrer entièrement au théâtre. Pour lui, la Comedia dell'arte connaît une décadence à laquelle il oppose la nécessité d'une renaissance du théâtre italien basé sur le naturel et le réalisme de la vie. Sa pièce porte le nom de *La Loccandiera* (*L'aubergiste*) où l'héroïne incarne une femme qui par « des moyens spécifiquement féminins » mène tout homme à ses fins. On trouve là une certaine image de la femme, négatif mystique d'une réalité faite de soumission et d'exploitation. Or, affirme Attilio Maggiulli « ce que nous voulons, c'est une nouvelle Loccandiera, c'est à dire une femme qui refuse d'entrer dans ce jeu là, qui refuse la force et prend peu à peu conscience que seule une « alliance » peut être la base véritable des rapports nouveaux entre l'homme et la femme ». Le propos est clair : on ne se libère pas de sa condition par les moyens qui imposent cette condition. Parfois il semble que A. Maggiulli tombe dans le travers qu'il veut dénoncer ; le personnage de Mirandoline, la loccandiera, arrive bel et bien à bout d'un chevalier mysogine. En cela il est prisonnier du texte de Goldoni. Mais le parti-pris par Maggiulli renforce sa démonstration : la pièce est entièrement interprétée par des femmes (la troupe formée d'une base fait aussi appel à des comédiens professionnels extérieurs, selon les besoins de chaque spectacle) et le jeu même des personnages masculins accentue volontairement la notion de déguisement, voulant par là dénoncer le piège d'une émancipation féminine calquée sur le modèle masculin. On se laisse volontiers charmer par la vivacité des personnages et leur humour. Les mimiques obscènes alternent avec l'harmonie de la gestuelle.

Sans beaucoup de moyens, Marie Bourlart ajoute couleur et vie par ses costumes ainsi que Stéphanie Duszka et Danielle Vaarin par leur maquillage.

Il faut aller les voir à Censier sur le parvis de la faculté. Ils s'y produisent depuis le 9 juin et y resteront jusqu'au 19 juin (19h00). La participation aux frais est de 5 F.

exposition

Erro à la galerie Beaubourg

Sur le thème de l'inscription de Mao-tsé Toung et de l'imagerie maoïste dans l'espace culturel urbain de l'occident capitaliste, Erro nous propose une quarantaine de peintures très percutantes et savoureuses à la galerie Beaubourg (Rue Pierre au Lard, à côté du Café de la Gare ; Paris 4^e).

Reponse à un lecteur...

Bien qu'Hervé de Bordeaux affirme être un lecteur régulier du quotidien, il n'en reste pas moins vrai qu'il ne pourra prétendre avoir acheté le n° 70 de Rouge. Numéro dans lequel nous rompions notre « silence constipé » sur Althusser et le bouquin sorti récemment chez Maspéro : *Lyssenko, histoire réelle d'une prolétarienne*.

DETRUIRE DIT-ELLE

L'an dernier, Marguerite Duras nous offrait un chef-d'œuvre : *India song* ; histoire du vice-consul de France à Lahore, en disgrâce à Calcutta parce qu'il avait tiré sur des lépreux et sur son image dans les miroirs pour la simple raison que les Indes (1937), c'est l'impossible ; personnage amoureux de l'ambassadrice de France, d'un amour lui aussi impossible, fondé sur cette impossibilité et fortifié par elle, menant également à un acte de « folie ».

Le dernier film de M. Duras, reprend la bande-son intégrale d'*India song*, sur des images totalement différentes ne montrant aucun personnage vivant. Ce parti-pris va plus loin que le simple désir d'éviter la redondance habituelle de l'image et du son. Déjà dans *India song* le son ne collait pas à l'image, il ne faisait pas double-emploi avec elle. Ici Marguerite Duras va plus loin, et le titre même du film en donne le dessein : *Son nom de Venise dans Calcutta désert* : Venise, le baroque, la richesse ; Calcutta, la misère, la désolation — son nom/parole/son/la bande-son du film qui se déroulait entièrement dans les fastes d'une réception d'ambassade, prise(e), transposée(e) dans la ruine déserte. Et les images ne montrent qu'un château délabré, vitres cassées, murs « lépreux », pièces vides, plafonds décrépits, lieu abimé. Décor ramené à l'état naturel dans lequel il serait pour la mendicante de Savanakheth qui hantait *India song* de sa pré-

sence sonore et de son absence visuelles. Comme si ce « vieux monde » historiquement condamné, s'était effectivement éteint (et avec lui ses lieux propres), et que seuls restaient les paroles, les sons, d'une histoire tragique mais sans suite, ressassant l'échec et l'impossibilité d'être heureux dans les conditions précitées (Inde coloniale de 1937, et plus largement monde de la montée victorieuse du fascisme et de la trahison de la révolution d'octobre — c'est explicitement dit dans le film). Tous les personnages sont morts avant même que le film ait commencé.

Par-dessus cela, la musique de Carlos d'Alessio, globalement contradictoire avec le désespoir de l'ensemble du récit, joue un rôle déterminant, tantôt par sa futilité (tangos du bal), tantôt par sa beauté enivrante qui, dit le vice-consul, « donne envie d'aimer ».

En allant jusqu'au bout de sa logique, c'est-à-dire jusqu'à la dégradation délibérée des apparences (détruire dit-elle), Marguerite Duras est parvenue à l'accomplissement de l'œuvre commencée dans le roman *Le vice-consul* et poursuivie par le film *India song*. Cela donne un film envoûtant, et très important, qui montre à quel point le 7^{ème} art est riche de possibilités nouvelles.

A.F



Delphine Seyrig dans « India Song »

« Dans la paupière bleutée, l'œil dort »

Sur deux films de Marguerite

« India Song » et « Son nom de Venise dans Calcutta désert »

Sur deux films de Marguerite Duras : *India Song* et *Son nom de Venise dans Calcutta désert*.

Le dernier film de M. Duras, *Son nom de Venise dans Calcutta désert*, est une expérience intéressante de réécriture cinématographique sur un matériau pré-existant : il reprend en effet la bande son intégrale d'*India Song*, sorti l'an dernier.

Pas représentation, évocation.

Pour comprendre ce que ces films ont de différent, il faut d'abord parler des conditions particulières de tournage d'*India Song*. Les dialogues et les textes enregistrés en répétition sont restitués au magnétophone pendant les prises de vue. Les acteurs ne parlent pas, leur jeu échappent ainsi à une recherche de vraisemblance, ils réagissent à leur propre voix. Ce n'est donc plus un jeu au sens classique, même s'il s'agit toujours d'incarner, d'être un autre. Ainsi quand D. Seyrig entre dans le salon et entend : « Anne Marie Stretter regarde le parc », elle réagit et regarde effectivement le parc, mais, au lieu que l'acteur soit l'informateur privilégié du spectateur, le jeu (déplacement, expression) devient une illustration, le spectateur sait déjà ce qui va se passer. Le spectateur n'est pas enveloppé dans le déroulement d'une situation réaliste, il ne s'identifie pas avec un personnage, il reste à l'écart du film qui ne se soucie pas de vérité, mais d'évocation, les voix s'y suffisent : « Elle est Calcutta, lui, à lui seul, il est Lahore ».

India Song se situe en deux lieux : le salon de l'ambassade où l'histoire est montrée au présent, l'extérieur où elle est dite au passé. Le lieu interne est

unique, vu sous deux angles, en longs plans fixes où les personnages passent plutôt qu'ils ne vivent, dansent en échangeant un dialogue off, tandis qu'un piano égrène « India Song » partition jaunie, musique d'un passé non précisé, signe d'une absence, d'une perte. Le film conçu avant tout « comme masse sonore » est très dépouillé au niveau de l'image. La caméra ne construit pas vraiment le récit, des gens passent devant elle, des choses se passent, se disent, se sont passées ailleurs.

En contrepoint du salon de l'ambassade, l'histoire est dite au passé en de longs travellings glissants sur les jardins et les façades historiques, ce que M. Duras appelle des « plans bis », où tout ce qui reste des personnages et de leur histoire ce sont des maisons délabrées et des paysages déserts, où, un jour, « une fois », celui qui dit : « Je ne sais que crier » a hurlé : « Son nom de Venise dans Calcutta désert ». En reprenant le mot de Duras, on pourrait dire qu'il s'agit d'un « film-bis ». Duras re-filme les « lieux dévastés » d'*India Song*, dévastés et déserts, presque totalement cette fois, seules trois femmes immobiles (rappels que ces lieux ont été habités) habitent le film vers la fin.

Mais ces décors sont filmés d'une manière bien différente : dans *India Song* la caméra est là, fixe pour saisir une réaction à un discours. Ici, elle est toujours en mouvement, sorte de recherche active d'un passé. La caméra bouge, s'immisce dans des espaces noirs, s'accoutume et finit par « voir ».

Ce qui se passe au niveau du specta-

teur est très curieux. Il y a un échange incessant entre ce film et *India Song*, l'utilisation privilégiée de la parole apporte quelque chose à l'image par un phénomène d'information qu'on pourrait appeler « latéral » : il n'y a pas de rapport direct, ni fiction, ni chronologie entre le son et l'image. Les paroles agissent comme de signaux sur la mémoire du spectateur qui investit l'image qu'il voit du souvenir de l'image-son et de l'impression ressentie pendant *India Song*. Il y a un incessant phénomène de « dialogue », l'information circule entre le film et le spectateur. Le déjà-dit (la bande son) se double d'un déjà-vu (les mêmes lieux), un dit sur d'autres images qui aboutit à un « autre vu », *Son nom de Venise dans Calcutta désert* n'étant certainement pas du tout le même film pour le spectateur qui n'a pas vu *India Song*.

Dans la démarche de M. Duras, le cinéma n'est plus un effort de représentation. Ces plongées dans un temps incertain, dans les failles de la mémoire, dans la précarité du souvenir montrent qu'il ne peut être représenté objectivement ou plutôt que toutes les représentations sont pertinentes. Ce second film, cette reprise du discours parlé sur d'autres images démontre qu'en cinéma le sens vient du rapport dialectique entre son et image et que si un membre du couple est modifié, le produit créé est complètement différent. Ces deux films (interrogations sur le cinéma) nous obligent à sortir de nos habitudes de représentation pour en percevoir le fonctionnement.

Michel Young

Dans l'objectif

GRAND QUEVILLY

Aujourd'hui, c'est place Eugène Delacroix la guinche et le jazz de cinq à sept.

LYON

Au cinématographe, c'est reparti pour un cycle. Alors voyons : 18.00 : *Le secret de la vie*, film anglais de Alexandre Whitelaw en première exclusivité. Musique de... Terry Riley. 19h45 *Bof* de Faraldo, tout le monde connaît. 21h50 *Lyon en fièvre* avec Zizi Pradel dans son numéro de haute magouille bétonnière.

NANCY

Jazz, man, jazz, du payant mais pas cher et du gratuit. Le payant mais pas cher (15f) c'est à 21h au Gymnase Chopin Chris Mc Grégor piano solo et Michel Portal Unit. Le gratuit à l'auditorium de la pépinière de 14h 30 à 18h. Préparez-vous à écouter Steve Lacy, Archie Shepp et Lol Coxhill et aussi Magma les jours suivants ; on le réanorcera.

AUBERVILLIERS

Soirée suicide au studio du

théâtre de la Commune avec à 20h *la dernière femme* de Ferreri et dans la foulée... *Psychose* de Hitchcock. Ayayay, qu'est-ce que vous avez comme problèmes ce soir.

BOULOGNE-BILLANCOURT

A la M.J.C. à 21h, montage poétique et théâtral monté par les lycéens de St-Cloud : *Les masques tombent, laissons les tomber*. Gratis.

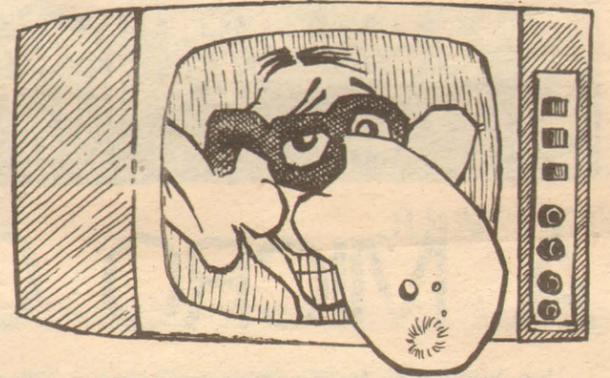
NANTERRE

Au foyer F de la Résidence historique universitaire le *café-conc*, la désormais célé-

bre troupe de café théâtre présente *Rien*, pièce en deux actes sur rien ou la société du spectacle. 21h.

PARIS MUSIQUE

A l'auditorium du musée d'art moderne, *Musique pour les yeux*. C'est un spectacle audio-visuel d'Etienne-Bertrand Neill sur des musiques de Ligeti, Varèse, Penderecki, Stockausen, Dortort, Goldman. Très sérieux mais aussi très gratuit. Avec Muriel Joër pour la danse.



Programme

TF 1

- 13.00 **Journal**
Tout l'après-midi, un bric-à-brac méli-mélo et prechi-precha pour les enfants sous prétexte qu'ils ne sont pas à l'école, c'est sans doute pour le leur faire regretter.
- 18.30 **A la bonne heure**
Pour une fois bien nommée, l'émission propose : la bande dessinée.
- 19.20 **Actualités régionales**
Le journal qui va devenir de plus en plus drôle à l'approche des municipales.
- 20.00 **Journal**
- 20.30 **Salvine ou les prêtres révolutionnaires**
Dramatique sur les curés qui se sont alliés à la révolution en 1789. Ce que dit le prêtre Salvine est un peu tiré vers le style curé de gauche contemporain. Clavel va encore écumer : un chien n'est pas une pipe, nom d'un petit bonhomme.
- 22.05 **Psychologie**
On communique avec tout son corps. De la psychologie américaine tranquille pour dire ce que chacun sait déjà.
- 23.00 **Journal**

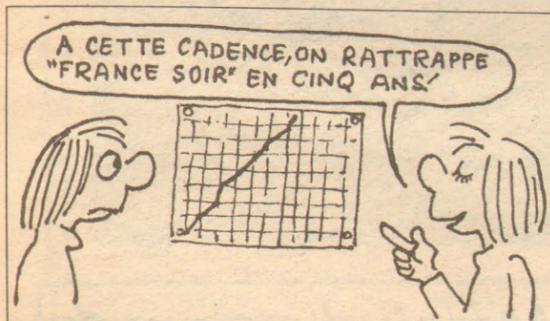
A 2

- 19.20 **Actualités régionales**
- 20.00 **Journal**
- 21.30 **C'est-à-dire**
Magazine d'actualité avec un grand témoin surprise.
- 23.00 **Journal**

FR 3

- 18.10 **Points de repère**
L'archéologie industrielle : dans les restes monumentaux du passé, il n'y a pas que les maisons de campagne des rois, il y a aussi les usines...
- 19.05 **Programmes régionaux**
- 19.20 **Actualités régionales**
- 19.40 **Tribune libre**
Le Parti communiste
- 20.30 **Le chevalier de Maupin**
Film de Mauro Bolognini, 1965
D'après le vieux mélo de Théophile Gautier, Bolognini, l'auteur de *Metello*, a réalisé un film très bien construit, tout en sous-entendus et en situations à double sens. A voir.

GRANDE SEMAINE ROUGE C'est parti et ça marche !



Restons modestes, ce n'est pas encore le raz-de-marée, mais quand même, les premiers résultats sont encourageants. Jugez vous-même :

Samedi déjà, elors que la campagne n'est pas encore « officiellement » lancée la vente augmente de plusieurs centaines de numéros sur Paris-surface. (Par dessus le marché, plus de 700 journaux sont écoulés à la fête du PSU, ce qui nous permet de réaliser un fort joli score - Allez les Rouges !).

Dans la nuit de dimanche à lundi est prévu un tirage supérieur afin d'épauler cette campagne... L'augmentation enregistrée dès samedi s'est poursuivie le lundi. Sur Paris-surface, nous avons gagné en deux jours environ 600 lecteurs. On peut donc espérer que les ventes de mardi confirmeront la hausse enregistrée antérieurement.

LE PAPE EXCOMMUNIE LES LECTEURS DE ROUGE!



A propos des abonnements-vacances

Depuis peu, nous vous avons proposé l'intéressante formule des « abonnements vacances ». Nous sommes convaincus que cette formule originale rencontrera un écho favorable auprès de nos lecteurs.

Nous vous serions néanmoins très reconnaissants de ne pas attendre la dernière minute pour envoyer votre demande. En effet :

- sur le plan administratif, nous risquons un embouteillage assez catastrophique si les demandes nous parviennent à la veille des grands rush des vacances.

- sur le plan financier, on ne s'étendra pas, mais un peu d'argent ne nous ferait pas de mal.

Si la formule vous convient, donc, écrivez-nous dès maintenant en précisant le début et la fin de la période pendant laquelle vous voulez recevoir votre abonnement-vacances.

Souscription

ANCIEN TOTAL	179 014,10	DH Paris	20,00
Cellule Saint-Denis	1 000,00	SR Marie Galante	170,00
Y. LB Algérie	46,00	Un bidasse de la Bundeswehr	52,00
A.V. Docteur vétérinaire	50,00	LD Paris	20,00
A.O Strasbourg	70,00	CDA Morez	120,00
F.M. Paris	20,00	FG Marseille	200,00
F.H. Vandœuvre	200,00	SJP	40,00
PC Perpignan	200,00	MS Alger	250,00
JLB Toulouse	100,00	CL Genouille	50,00
PR St-Laurent	100,00	RJC Dreux	50,00
MM Arcueil	200,00	NOUVEAU TOTAL	182 072,10
BC La Roche-sur-Yon	100,00		

QUELQUES PRECISIONS UTILES

Les chèques de souscription sont à l'ordre de : Daniel BENSARD et doivent être expédiés à la même adresse avec la mention « abonnement » sur l'enveloppe. Aucune autre mention ne doit figurer sur les chèques.



BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN 300 F	200 F	500 F
6 MOIS 150 F	100 F	250 F
3 MOIS 80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaïd, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plus fermés, écrire au journal).



ABONNEMENTS D'ETE

BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécouper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM.....

PRENOM.....

ADRESSE : RUE.....

N°..... VILLE.....

CODE POSTAL.....

PERIODE CHOISIE : Du..... Au.....

TARIFS 15 jours 1 mois 2 mois

FRANCE 20 F 40 F 60 F

ETRANGER 33 F 65 F 100 F

AVION : écrire au journal



L'expérience des radios libres italiennes

A MICRO OUVERT

Une épreuve de force semble engagée entre la RAI (Radio d'Etat) et les radios privées qui ont proliférées ces derniers mois en Italie notamment sous l'impulsion de militants d'extrême-gauche. Le ministère des postes et télécommunications a envoyé certaines d'entre elles comme par hasard militantes une lettre sous forme d'ultimatum leur demandant de cesser leurs émissions. Radio « Citta

futura » a répondu par un non catégorique. Les autres radios (« Radio Milan international », « Radio saxo » de Novi Ligure, ou la station de Rome du parti radical) ont répondu à peu près dans les mêmes termes. Derrière cette bataille dont les enjeux sont cruciaux à la veille des élections du 20 juin, c'est toute la question du monopole de l'information et de sa nature qui est posée.

RADIOCITTA' FUTURA



100,500 Megahertz FM LA RADIO DELLA NUOVA SINISTRA

Depuis début avril Radio Citta Futura émet sur Rome, 24 h sur 24. Une antenne de 15 m sur un des plus hauts bâtiments de la ville, place Vittorio, en plein quartier populaire, un studio et un émetteur, qui, lorsque seront terminés tous les aménagements, aura une puissance de 350 watts. Grâce à l'antenne qui lui fait gagner 9 décibels, RCF aura en fait une portée d'émission voisine de 200 watts. Cela représente à l'évidence un effort considérable tant du point de vue financier qu'humain. Les organisations PDUP, AO et la maison d'édition Savelli ont pris l'initiative de la création de Radio Citta Futura.

« C'est un nom que nous avons utilisé par évidente tradition. Citta Futura fut, dans l'histoire du mouvement ouvrier italien, le nom d'une revue très importante (...) qui a représenté pour les jeunes communistes des années soixante un point de ralliement pour une nouvelle gauche, un point de référence théorique significatif ». Une appellation qui se veut aussi prospective : proposer un dépassement d'une réalité désagrégée par le pouvoir et la domination de 30 ans de démocratie chrétienne.

La conquête de l'éther

Le phénomène de radios parallèles est étroitement lié à l'explosion de nouvelles tendances musicales dans la musique moderne (avec les Beatles ou les Rolling Stones) et à l'industrie du disque. L'exemple le plus caractéristique dans les années 65/66, le cas de Radio Caroline au large de la Grande Bretagne.

En Italie rien de tel. La plupart des radios libres (celles qui n'ont pas une connotation politique précise comme RCF) ont été le plus souvent lancées de manière récente, avec des visées commerciales évidentes, par des groupes privés. Pour ces derniers en effet l'utilisation de l'éther était la source future de spéculations importantes et un moyen ingénieux de se donner des supports publicitaires à peu de frais. Dès lors les organisations d'extrême-gauche (notamment AO et le PDUP) ont examiné cette possibilité d'intervention et n'ont pas voulu être les seuls de ce nouvel « espace radio ». Une loi internationale.

ratifiée à Genève en 1973, permet en effet l'utilisation de canaux hertziens situés entre 100 et 104 mégacycles.

Il existe en Italie beaucoup de radios « libres ». Une vingtaine en moyenne par grosse ville. A Rome on en dénombre 22. Il s'agit d'un phénomène plus ou moins de caractère privé.

Une grande volonté de contacts et une grande ouverture

Que ce soit des travailleurs d'usines, des habitants de quartiers, des soldats dans les casernes, des femmes, des chômeurs, RCF veut recevoir toutes les contributions. Dans cette perspective l'utilisation du téléphone devient primordiale comme outil de liaison pour briser l'atomisation des auditeurs et créer la participation. Très souvent branché en direct dans les émissions de RCF il permet la confrontation directe des idées, la globalisation d'éléments épars, la critique, et diffuse la chaleur humaine.

« Franchement, nous sommes en train de vivre une grande expérience, me dit Furio, l'un des animateurs. Personnellement, j'étais enseignant et durant beaucoup de temps je n'ai eu de rapport qu'avec ceux qui luttaient, ceux qui luttent encore (...). Aujourd'hui j'entre quotidiennement en rapport avec ceux qui travaillent, souffrent au travail, contraints de rester 8, 10, 12 heures dans un bureau, une boulangerie, des ateliers, des chantiers. »

Beaucoup voient en effet dans cette radio un moyen de communication au niveau embryonnaire d'individu à individu. Mais cet aspect d'échange fondamental se double d'un autre qui vise à aider, stimuler la lutte des classes. Moyen de déchirer le voile de l'information officielle manipulée, d'en montrer concrètement ses mensonges, de mettre l'événement à la portée de celui qui hier était condamné à le subir, mais aussi la divulgation des expériences de luttes, de recensement des erreurs et des succès politiques. Ainsi après le meurtre de Mario Salvi par la police, RCF s'est livrée heure par heure à une enquête précise, argumentée, grâce aux coups de téléphone des témoins ou de ses enquêteurs sur le terrain. Une précision qui détonnait, à côté des articles de la presse du matin dont les

omissions et les erreurs factuelles étaient nombreuses. L'ouverture est enfin une autre condition du succès de son audience future. Quelqu'en soient ses auteurs, RCF se veut l'instrument de toute la gauche.

La bataille pour l'audience

Il est encore difficile de savoir quel seuil d'écoute atteint RCF. Disons pour point de comparaison, que selon un organisme d'état spécialisé dans le calcul des indices d'écoutes (SIPRA) une autre radio à Milan, « Canal 96 » aurait 220 000 auditeurs. Pour ce qui est de RCF qui n'a que cinq mois d'existence un seul repère : les coups de téléphone. « Regarde l'autre soir, je ne mens pas, je dis la vérité, durant huit heures de transmissions de minuit à huit heures du matin, j'ai reçu 110 appels téléphoniques ! C'est une chose véritablement impressionnante ! m'a dit un des animateurs. » Mais il ne faut pas se faire d'illusions. Les difficultés techniques sont énormes. Nous avons investi dans cette radio environ 30 millions. C'est colossal pour nous. En outre faire une radio FM pose des problèmes techniques très compliqués. Il ne faut pas avoir un édifice devant soi. Il nous faut un point extrêmement élevé d'émission, un point au centre de la ville sinon on risque de n'émettre seulement que sur une partie de la ville (...). Puis il y a les problèmes organisationnels. Transmettre 24 heures sur 24 cela veut dire faire travailler au moins une centaine de camarades. Nous sommes 20 en réalité, mais il y a autour de nous des comités de quartiers, des collectifs de base, des groupes de zone, de très nombreux correspondants. C'est la seule solution pour qu'une radio de la nouvelle gauche ait un sens. »

De fait 24 heures sur 24, entrecoupés de musique (la place donnée aux chanteurs engagés de tout pays est grande) ce sont des enquêtes, des débats, des explications culturelles, des conseils pour les étudiants, des services. Deux heures par jour à 9 h 30 et 17 heures, a lieu « Radio-femme », dont l'élaboration, la gestion et la transmission est prise en charge par le collectif féministe de RCF. Instrument d'investigation de la réalité sociale romaine, arme contre « la colonisation culturelle et le filet du pouvoir » RCF est étroitement dépendante des luttes populaires. Une initiative qu'elle veut étendre notamment en se liant à des organes du même type. Ainsi à Rome une liaison s'est établie avec deux autres radios : Radio On-Off et Radio International Sound, plus dirigée vers la pop-music (avec quelques visées commerciales) mais auxquelles participent des militants d'extrême gauche. Des réunions régulières de bilan vont avoir lieu. L'idée d'une structure de financement unitaire est en discussion. Quand aux dimensions internationales du problème les camarades de RCF rappelant la convention de Genève de 1973 sur la libération des ondes FM ou AM, pensent qu'il est possible dans tous les pays européens de mettre en œuvre de telles expériences. Leur conseil : « Cherchez camarades, et faites une radio à Paris ».

Franck Tenaille

molte radio parlano
dei lavoratori;
da noi parlano
i lavoratori.*



tra le altre, sabato alle ore 13
non separate sul controllore
rubrica quindicinale a cura
dei lavoratori dell'A.T.M.

Beaucoup de radios parlent des travailleurs ; dans la nôtre, ce sont les travailleurs qui parlent.

Beppe Macali, directeur de Canal 96, raconte la radio libre de Milan

Le canal 96 est né à partir des luttes d'une petite usine de la zone Sempione de Milan qui avait comme caractéristique de compter parmi ses travailleurs des radios amateurs. Les ouvriers ont pensé élargir l'information syndicale à ces postes émetteurs. Aussi ils ont donné naissance à une petite station émettrice qui diffusait dans le quartier un petit bulletin d'information, une heure par jour. A partir de cette expérience, est venue quelques jours plus tard l'idée d'élargir cette radio, d'en faire un événement sur tout Milan.

La force politique à l'origine de cette radio était *Avanguardia Operaia*. Mais nous n'avons jamais pensé faire d'une station radio l'organe d'un parti. Nous avons toujours tenu à l'idée de faire un micro ouvert et ainsi, de donner des espaces à la diversité des positions qui existent à l'intérieur du mouvement ouvrier, du mouvement étudiant, du mouvement des femmes et de toutes les forces de la gauche révolutionnaire.

L'organisation interne de la radio reflète cette manière de voir. Notre politique éditoriale est celle d'un instrument accessible à tous par son langage, son contenu, sa manière de parler. C'est aussi un instrument provocateur quand on la compare à celle de la RAI qui, jusqu'à l'an dernier, avait le monopole de la transmission radio et télévisée. Personne ne paie un abonnement pour écouter canal 96. Nos ressources viennent d'abord de la publicité que nous passons sur l'antenne. Nous sommes la deuxième radio écoutée à Milan et nous intéressons donc les annonceurs. Mais nous bénéficions aussi d'un large soutien populaire qui est venu de tous les secteurs en lutte. Cela n'amène pas des grosses sommes d'argent mais de multiples initiatives culturelles et musicales qu'ils organisent et permettent de financer notre radio.

Nous refusons toute publicité qui ait un contenu immédiatement offensif contre le mouvement des femmes et contre les valeurs démocratiques et anti-fascistes. Toutes les annonces publicitaires qui proviennent des forces fascistes et réactionnaires sont refusées. Le choix n'est évidemment pas toujours facile, car nous vivons dans une contradiction permanente. Mais il n'y a pas d'autre procédé possible.

Le programme d'une journée sur canal 96

7 h du matin : flash d'information
7 h 15 - 7 h 45 : sélection de la presse écrite de la journée : Lotta continua quotidien des travailleurs. Il Manifesto, l'Unità, Avanti, Corriere de la Serra.
8 h : « calendrier populaire » (émission historique sur les luttes du prolétariat international)
8 h 30 - 11 h : musique
11 h - 12 h : émission ouverte, autogérée par les collectifs féministes de Milan
12 h - 13 h : bulletin d'information principal en liaison avec d'autres radios libres d'Italie.
après-midi : plusieurs émissions sur la médecine, l'information juridique, le sport ? Rubriques ouvertes au mouvement étudiant, aux soldats, aux syndicats
18 h 30 : musique et culture
19 h 30 : deuxième bulletin d'information
soirée : série d'émissions autogérées, notamment celles des homosexuels, et des rubriques de contre information
Les transmissions s'arrêtent à 1 h du matin. Canal 96 à 80 000 à 200 000 auditeurs selon les chroniques.